Vol. 4 • No. 16 • Du 3 au 9 Novembre 2010

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

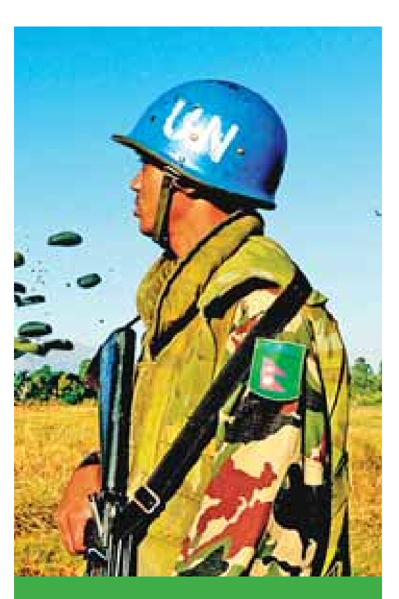
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

CHOLÉRA : LA MINUSTAH INCULPÉE!

Voir page 4

Le vendredi 29 octobre 2010, des centaines de manifestants de la localité de Meille, du nom aussi de la rivière qui déverse ses eaux dans le fleuve Artibonite, ont accusé la Minustah d'être l'agent de propagation du choléra *« Les soldats de la Minustah doivent partir. Ils doivent quitter. Qu'ils le veuillent ou non, ils doivent s'en aller »*



Minista se kolera

Page 6



L'épidémie de choléra ajoute une nouvelle urgence à la crise de l'eau en Haïti

Page 7



LES SÉLECTIONS DU 28 NOVEMBRE 2010?

Voir page 4

Mirlande Manigat, candidat du RDNP que les prétendus sondages du Bureau de Recherches en Informatique et en Développement Economique et Social (BRIDES) placent toujours en tête et le notaire Jean-Henry Céant



Nécessité de lever le blocus imposé à Cuba!

Page 10



Dilma Rousseff élue présidente du Brésil

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Les présidents passent, la misère demeure!

Par Berthony Dupont

L'histoire quand elle se répète est une farce dit-on ! Mais il est troublant en tout cas de constater comment, avec tant de zèle, certaines gens courent ça et là après des candidats à la présidence. Le pire, ce n'est pas du fait qu'ils pensent que tel candidat ou tel autre va faire quelque chose pour améliorer l'état lamentable et honteux de la Nation, dans lequel l'ont entraîné, l'actuel et les régimes postérieurs, mais ce qui les subjugue, c'est le besoin d'être à même de sucer également un os sinon de piller ce qui reste dans les administrations du pays.

Déjà certaines gens commencent à se frotter les mains, à la pensée que si c'est son candidat qui passe l'examen officiel des forces occupantes le 28 novembre prochain pour succéder à Préval, combien sa vie sera changée du tout au tout. Et d'autres qui, rêvant au grand jour, visionnent déjà où ils aimeraient aller travailler dans le cas où leur candidat sortirai gagnant du tirage. C'est pour vous dire qu'aujourd'hui en Haiti, les élections se résument à une réussite personnelle non à une promotion visant la collectivité. En d'autres termes, ce n'est pas l'agenda du pays qui les concerne mais bien leurs propres petites affaires, le profit des uns et la misère pour le grand nombre.

Et il ne fait de doute pour personne que cette misère et cette pauvreté poussent bon nombre de cadres à se prostituer politiquement en trahissant même leur conviction d'hier, rien que pour soutirer une pitance dans cette campagne électorale. C'est le fruit de la dépendance, du chômage, de l'exploitation et de l'oppression coloniale.

C'est dans ce contexte que l'on a assisté ces derniers temps, à une recrudescence d'alliance contre nature au cours des prochaines sélections programmées par les pays impérialistes.

Dans ce cas, ne nous faisons aucune illusion ; la politique que suivra le remplaçant de Préval ne sera pas différente de celle de son mentor, vu que, c'est la continuité sur le plan des rapports avec les Etats-Unis et de leurs intérêts vitaux dans le pays qui va être à l'honneur. Cette politique reposera essentiellement sur un élément qui a toujours guidé l'action des gouvernements américains, il s'agira de la poursuite et de la consolidation de la stratégie fondamentale de Washington, pour perpétuer leur domination. En s'insérant dans ce dessein, à coup sûr, il tiendrait le pays dans un état d'effervescence, de luttes intestines et d'insécurité sociale et politique propres à justifier continuellement cette présence étrangère. Et très vite, ceux qui ont misé sur ces élections contrebandes, n'auront qu'à se retrouver victimes de ce qu'ils ont cru être un espoir.

Mais une élection n'est pas simplement cela. Elle peut être honnête et sérieuse, surtout dans un pays où la liberté n'est pas prise en chasse. Sans la présence étrangère contraignante, elle peut révolutionner tout un système comme celle de 1990 dans le pays reste un exemple concret. Mais cela ne se reproduit plus, depuis que les impérialistes ont recouru au sabotage à chaque fois ils ont vu leurs intérêts menacés par la détermination du peuple de changer l'Etat.

Ce que nous ne pouvions pas faire, les autres l'ont fait en Amérique Latine particulièrement au Venezuela, en Equateur, en Bolivie, au Paraguay et en Uruguay, pour ne citer que ceux-là. Par ces élections, ces peuples ont réussi à transformer leurs Etats. Les élections dans ces pays ont donc permis aux masses de se développer pour établir un gouvernement trouvant ses racines dans le peuple. Mais pour y arriver, autre d'un leadership sérieux, il faudrait avant tout demeurer vigilant à travers un travail d'éducation et d'organisation des masses populaires qui doit se faire afin de prendre réellement le pouvoir pour de bon.

Face à cette violence coloniale, on en arrive ainsi à la question, si nous ne nous n'arrêtons pas à cette stratégie aujourd'hui patente qui dénature les luttes conséquentes, les manœuvres de division des classes dominantes ne feront que la renforcer. Dès lors, nous irons d'élections en élections, d'échecs en échecs, de présidents en présidents, et cette misère, cette pauvreté que nous ont léguée ces mêmes puissances exploiteuses demeureront !

Dans ce jeu, il faut s'en convaincre, Non à la capitulation !

Alerte rouge sur Haïti

Par Jackson Rateau

La tempête tropicale Tomas qui pourra se transformer en ouragan dès le jeudi 4 novembre 2010, se déplace au dessus de la mer des caraïbes. Le mardi 2 novembre 2010, à 11 hrs AM, le centre de la tempête tropicale Tomas était située à 35 degrés nord et 72.6 degrés ouest. Cette tempête aussi à 563Km au sud de Port-Au-Prince avec des rafales de vent soutenues à 85 Km/h.

Selon les modèles informatiques en prévision, la tempête tropicale Tomas, dont la trajectoire s'accentuera en direction du nord ouest, s'abattra sur Haïti le vendredi 5 novembre prochain. Considérant la violence de ce possible ouragan, due à de fortes pluies, des orages accompagnés de sévères rafales de vents, les autorités haïtiennes demandent aux sinistrés du 12 janvier, regroupés par milliers dans des camps de fortune, d'entamer ce qu'elles appellent une évacuation volontaire dont l'issue est de chercher à trouver du refuge chez des voisins, des familles ou d'amis.

« Nous avons lancé un appel à l'évacuation volontaire, en particulier dans les camps, mais nous ne pouvons pas évacuer tout le monde », a déclaré la directrice du Bureau de la Protection Civile à Port-Au-Prince, Alta Jean Baptiste.

Face aux menaces de ces rafales de vents, de fortes pluies, d'orages et surtout des risques de débordement de rivières, d'éboulement et d'inondations en particulier dans l'Ouest, les Nippes, le Sud, la Grande Anse, les instances concernées dont CNM, SPGRD et DPC déclarent l'alerte rouge sur Haïti.

Elles ont aussi adressé à la population les consignes de sécurité suivantes :

Restez à l'écoute de la Météo.

Constituez des réserves alimentaires.

Rangez à l'intérieur des habitations les objets importants pouvant souffrir des effets du vent ou de fortes pluies.

Mettez les animaux en lieux sûrs.

Préparez-vous à évacuer, si nécessaire, les zones exposées aux inondations et glissement de terrain telles bord de mer, ravines, rivières, flanc de montagne etc.

Par ailleurs, compte tenu de la tempête tropicale Tomas ou possible ouragan sur Haïti, l'US Southern Command a ordonné au navire USS Iwo Jima de se diriger vers Haïti.

Grave accident des passagers haïtiens en République dominicaine, 38 blessés

Le lundi 1e novembre 2010, dans la commune de Villa Vasquez, en République Dominicaine, un autobus transportant 87 compatriotes haïtiens en situation irrégulière, a fait panache, causant 38 blessés dont 23 gravement atteints. Selon le témoignage d'un des passagers, le conducteur, Alberto Pena Rodriguez, un citoyen dominicain, qui cogna l'engin surchargé contre un pylône électrique, paraissait avoir perdu le contrôle du véhicule, lorsqu'il se croyait poursuivi par des gardes-frontières.

Les blessés ont été transportés d'urgence à l'Hôpital de Villa Vasquez dans la province de Montechristi. Selon ce qu'a indiqué le directeur de l'Hôpital Montechristi, Dr Elios et Castro Gonzalez, plus de la moitié du nombre des haïtiens blessés sont dans un état très grave. Certains de ces blessés ont été transférés dans deux hôpitaux de la ville de Santiago, dont José Maria Cabral et l'Hôpital Baez, a-t-il ajouté.

Selon une source de la police dominicaine, le chauffeur Alberto Pena Rodriguez, un originaire de Jimani, et son complice Idilio de Los Santos, qui se trouvent parmi les blessés graves, sont deux contrebandiers de renom en ce qui concerne le trafic humain sur les frontières, récidivistes qui ont déjà eux de graves contentieux avec la police dominicaine.

Les 64 autres passagers haïtiens épargnés de l'accident ont été arrêtés et remis aux autorités de l'Immigration dominicaine pour être rapatriés en Haïti.

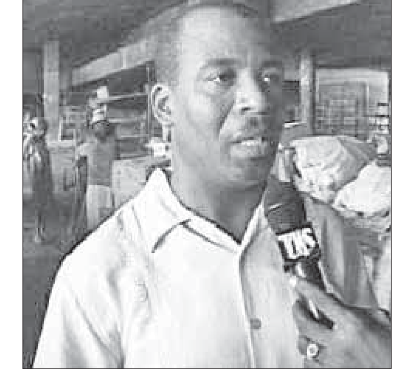
Arrestation du Maire des Cayes

Par Yves Pierre-Louis

Ce lundi premier novembre 2010, la Police Nationale d'Haïti des Cayes, Sud du pays a procédé à l'arrestation du premier citoyen de la ville, au moment où le président, René Préval était en visite de la deuxième ville d'Haïti. Pierre Yvon Chéry était accusé de tentative de meurtre, coups et blessures par balles, le 23 septembre 2010, sur la personne dénommée Frito Frazil, un travailleur journalier. Les soldats de la Minustah s'étaient opposés à l'arrestation de Pierre Yvon Chéry, à l'occasion d'une cérémonie de passation de commandement à la base régionale des forces d'occupation, en présence du directeur département de la PNH du Sud, Rosny Cinéas. Une information a été confirmée par le maire à l'effet que les agents de la Police Nationale d'Haïti n'ont pas pu procéder à son arrestation grâce à l'interposition des soldats Uruguayens des forces étrangères cantonnés dans le Sud.

ls ont fait comprendre au directeur départemental de la PNH/ Sud, Rosny Cinéas, que Pierre Yvon Chéry ne pouvait pas être appréhendé dans l'enceinte inviolable de la base militaire de la Minustah. Alors que les soldats de la Minustah, particulièrement le contingent brésilien, n'ont jamais cessé de violer les espaces sacrés d'Haïti. Ils ont pénétré comme bon leur semblait aux facultés de l'Université d'Etat d'Haïti pour maltraiter puis arrêter les étudiants. Aujourd'hui encore, ils ont été accusés d'être à la base de l'épidémie de choléra qui fait rage dans le pays. Donc les soldats de la Minustah imposent en tout état de cause leurs diktats sur les autorités haïtiennes. Ils se sont opposés à l'arrestation d'un brigand usant de son pouvoir pour violer les droits des citoyens, de paisibles travailleurs. Après l'arrestation de Pierre Yvon Chéry, que la justice continue son travail.

Depuis lors, Yvon Chéry s'est mis à couvert, pour essayer d'échapper à son arrestation. Finalement, les agents de la PNH ont mis la main au collet de ce fugitif.



Le Maire des Cayes Pierre Yvon Chéry

S'achemine-t-on vers des élections-sélections le 28 Novembre?

Par Hervé Jean Michel

A moins d'un mois des élections générales fixées, dans le pays à la date du 28 novembre 2010, la situation n'est pas tout à fait claire. Des signes avant- coureurs laissent présager que les choses ne vont pas être faciles sur les plans sécuritaire et politique.

Le gouvernement Préval/ Bellerive semble vouloir jouer les trouble- fête, parce que ne pouvant pas contrôler l'électorat majoritaire, qui semble-t-il commence à prendre conscience des enjeux et de la force qu'il représente en se mobilisant de plus en plus. Donc, le gouvernement Préval/Bellerive et alliés ne pouvant jouer sur la politique de la porte fermée ou stratégie de boycott, cherchent d'autres atouts pour contourner le danger qu'est le vote du peuple.

Le lundi 25 Octobre, à Ennery, un autobus transportant des journalistes qui allaient couvrir l'ouverture de la campagne électorale de l'expremier ministre, Jacques Edouard Alexis, dans le Nord du pays, particulièrement au Cap-Haitien, a été attaqué par des assaillants. Il en est résulté la mort du chauffeur, Gaurin Théodore, atteint d'une balle à la tête, d'un journaliste blessé et le vol de portables et de matériels d'enregistrement. La police a procédé à l'arrestation de cinq assaillants et a récupéré tout le matériel emporté, au prix de la mort d'un des bandits et de la blessure d'un policier.

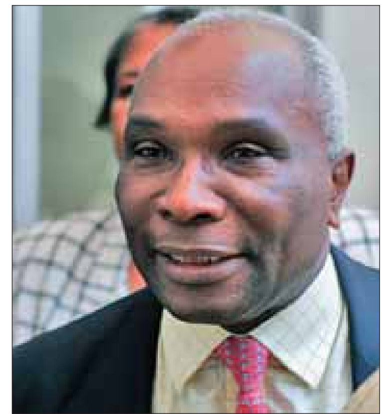
Personne ne peut oublier comment, Jacques Edouard Alexis, a dénoncé les dirigeants de la plateforme INITE qui, avait-il dit, ont distribué des armes à feu pour pouvoir, s'ils ne peuvent s'accaparer des élections, du moins empêcher leur bon déroulement au prorata du candidat voté par la majorité nationale. En vertu de cette dénonciation, c'est donc le gouvernement et ses suppôts qui déstabilisent le pays, un mot que le candidat à la présidence de INITE, Jude Célestin, affectionne dans les débats publics pour légitimer le bilan négatif des cinq ans de gestion du président Préval.

Selon certaines opinions, il ne s'agissait nullement d'attaque de voleurs, ni de bandits. Des témoins ont révélé que les assaillants ne vivaient pas dans la zone, mais ont été pilotés par des riverains. Ce sont des gens qui sont venus de Port-au-Prince.

N'est-ce pas une façon de faire peur à Alexis pour l'empêcher de faire la grande gueule, de révéler à l'avenir des informations dont il est en possession ?

Etant dans le secret des dieux pour avoir dirigé l'Etat en tant que premier ministre, Alexis doit avoir en sa possession toute une foule de données. Donc, quand il parle, s'il veut dire la vérité, il peut le faire en connaissance de cause. La preuve est que, après l'attaque, le candidat à la présidence s'est renfermé sur lui-même, comme les huîtres repliées dans leur coquille par peur de représailles sur sa propre personne.

Le Mouvement Paysan Papaye (MPP) dirigé par Chavannes Jean Baptiste, a lui aussi dénoncé que des armes ont été distribuées par la plateforme présidentielle INITE à Hinche. L'ex-député Willio Joseph, a pourtant lui, dénoncé le MPP, disant a procédé à la distribution d'armes à Maïssade. Des enfants ont reçu des armes. Selon le MPP, ils sont environ 18 entrés en possession de ces armes. Ainsi des incidents regrettables se sont produits à Cerca Carvajal entre des partisans d' Arodon Bien-Aimé, candidat à la députation de INITE et de Hugues Bien-Aimé, candidat au même poste pour Solidarité. Plus d'une quinzaine de blessés légers à coups de pierres et de bouteilles. La police et les autorités judiciaires ont tenté de calmer les belligérants en les faisant asseoir autour d'une même table.


Jacques Edouard Alexis


Leslie et Mirlande Manigat

Par ailleurs, Chavannes Jean Baptiste, et la base de KONBA ont conclu un accord avec le candidat à la présidence de « Renmen Ayiti » Jean-Henry Céant. Selon le dirigeant du MPP, des discussions ont eu lieu autour du programme du candidat, et l'organisation pour sa part mobilisera ses forces dans les 120 communes dans lesquelles elle s'est dit représentée pour soutenir la candidature de son allié.

Chavannes Jean Baptiste a fait savoir qu'il ne lutte pas pour le retour de Jean Bertrand Aristide, mais pour celui des exilés politiques. De plus le responsable du MPP dénonce des manœuvres du gouvernement, qui selon lui œuvre dans le but de reporter la date des élections. Chavannes Jean Baptiste qui était l'allié de Charles Henry Backer, lors des élections du 7 février 2006, justifie sa position actuelle en se disant déterminé à combattre pour empêcher que Préval maintienne le pouvoir.

Dans ce fouillis d'événements, Mirlande Manigat, candidat du RDNP que les prétendus sondages du Bureau de Recherches en Informatique et en Développement Economique et Social (BRIDES) placent toujours en tête, a été forcée de sortir de son mutisme pour répondre aux accusations selon lesquelles elle aurait reçu de Préval la somme de huit millions (8.000.000) de dollars et une voiture blindée pour l'aider à jouer la magouille au cours des élections. Naturellement Mirlande a démenti. Personne ne croirait que la candidate du RDNP allait dire la vérité, pas plus qu'elle ne pouvait être sincère lors de sa rencontre avec René Préval dans sa résidence en Plaine. *« La femme que je suis ne me permet pas de faire ce genre de compromission. ».*

Dans les ténèbres de sa maison privée, Mirlande Manigat flanquée de son éternel candidat à la présidence, Leslie François Manigat, a dû pressurer un Préval aux abois, face au refus du peuple d'avaler la couleuvre Célestin. Malgré l'impopularité absolue de Mirlande (jamais la candidate ne s'est lancée dans un rassemblement pour démontrer sa force sur le terrain) Préval tente de faire de la conservatrice une alliée pour garder au moins un pied à l'étrier du pouvoir.

Mirlande a prétendu, en guise de démenti à Paul Raymond, René Civil et Jacques Mathelier que la voiture blindée a été donnée par l'Etat haïtien à son mari qui fut « ancien président d'Haïti. »

« Il ne s'agit pas d'une faveur, mais d'une injustice qui a été réparée », s'est contentée de dire celle qui a bénéficié de la faveur de l'armée d'Haïti de rentrer par la petite porte à une législature qui fut celle de la grande honte, tellement vrai qu'elle ne figure même pas dans les annales parlementaires.

C'est une grande honte quand Mirlande Manigat dit que *« c'est une injustice qui a été réparée »*

Quel chef d'Etat, constitutionnellement, démocratiquement et librement élu, accepterait en compensation d'un coup d'Etat, quelques millions de dollars et une voiture blindée ? Il est clair que Leslie F. Manigat et Mirlande Manigat ont été nommés par l'armée d'Haïti dans des élections de la honte, honnies par la population. Qui est prêt à oublier le massacre du dimanche 29 novembre 1987, à la ruelle Vaillant, précisément à l'école Argentine Bellegarde, quand avec la bénédiction de Leslie et de Mirlande Manigat, l'armée d'Haïti et ses attachés ont massacré de paisibles citoyens, qui avaient bravé la fureur vengeresse des tenants du pouvoir pour se présenter aux urnes carte électorale en main ?

Qui est prêt à oublier le cynisme de ce politicien (Leslie F. Manigat) qui a proclamé sur tous les toits : *« Quand l'armée d'Haïti parle c'est fini ».* Ces paroles ont été prononcées par Manigat lui-même, tout de suite après son retour d'exil, après la fuite du dictateur, Jean Claude Duvalier en 1986. Quand des politiciens condamnaient le massacre de la ruelle Vaillant avec la dernière rigueur, les Manigat se préparaient à participer à la mascarade électorale concoctée par Namphy, l'armée d'Haïti, le CEP aux anges de Me. Gilbert et les réactionnaires de tous poils de ce pays et d'ailleurs.

La remarquable (més) aventure, connue sous le nom de « percée louverturienne », allait conduire les élus de Namphy à la plus complète désillusion, du 7 février au 19 juin 1988, le temps de quelques petites causeries mystificatrices sous la tonnelle. En effet, le 19 juin 1988, Leslie F. Manigat, en prétendant jouer sur des contradictions au sein de cette armée pourrie, de cette armée qui l'avait porté au pouvoir, a été révoqué, à la grande joie de la majorité nationale. L'autorité de nomination fut l'autorité de révocation.

Depuis leur retour d'exil, Leslie et Mirlande, ont vu du sang couler dans ce pays. Du sang en abondance, à la ruelle Vaillant, à Piatre, à Labadi, à Danti, à Jean-Rabel. Du sang a coulé le 7 janvier 1991, les 29 et 30 septembre 1991 et pendant toute la dictature du général Cédras qui a profité de ce coup d'Etat génocidaire pour transformer Haïti en un vaste camp de la mort.

Jamais Leslie et Mirlande n'ont imploré la clémence des bourreaux qui ont fauché plus de 5.000 vies

Suite à la page (15)

Choléra: la Minustah inculpée !

Par Hervé Jean Michel

L'épidémie de choléra, au lieu d'être en situation de diminution et de stabilité, continue sa progression. Selon une annonce faite par les autorités du Ministère de la santé publique, le 29 octobre dernier le bilan des morts accuse une nette augmentation, 337 et le chiffre des hospitalisés monte à cinq mille (5.000) personnes.

Le directeur général du Ministère, Gabriel Timothée, qui parlait au nom de l'institution, a annoncé que *« des mesures et des dispositions sont prises par les autorités sanitaires dans le but d'empêcher la propagation de l'épidémie.»* Bien sûr, c'est toujours ainsi, en croisant les bras sans faire le nécessaire, le propre des autorités haïtiennes, pour que la situation soit mise sous contrôle. Bien entendu le Ministre de la santé publique fait publier à la radio des spots publicitaires de nature à motiver la population sur des mesures d'hygiène, qui doivent être respectées pour empêcher toute contamination. Néanmoins, ces mesures ne seront nullement efficaces dans un environnement où les détritus, les ordures, les eaux stagnantes, les latrines et la poussière, constituent des facteurs de contamination par excellence. D'autant que le gouvernement n'a arrêté aucune mesure pour assainir le milieu ambiant, ni même purifier l'eau stagnante distribuée par la CAMEP.

Selon la spécialiste, Claire-Lise Chaignat, chef du groupe de contrôle global du choléra appartenant à l'OMS, le choléra a accusé des proportions considérables dans certaines régions d'Afrique et d'Asie. Des informations présentent le Népal comme étant un pays qui a connu des poussées de choléra. D'autant que selon les mêmes données, la maladie est en état endémique dans cette région. Le dernier contingent de soldats népalais arrivé en Haïti, le 9 octobre, situe cette date après la forte poussée de choléra au Népal, très peu de temps avant la découverte de l'épidémie dans les départements du Centre et de l'Artibonite.

Le vendredi 29 octobre 2010, des centaines de manifestants de la localité de Meille, du nom aussi de la rivière qui déverse ses eaux dans le fleuve Artibonite, ont accusé la Minustah d'être l'agent de propagation du choléra, responsable de la mort de centaines de personnes et de la mise en danger de la vie de la population du Centre et de l'Artibonite, entre autres. Ces manifestants qui étaient munis de branches d'arbres et de pancartes avec des slogans hostiles à la Minustah, ont défilé devant une base de cette dernière, exigeant le départ de ces forces d'occupation, qui après avoir commis tant de forfaits dans le pays, se voient aujourd'hui contraintes de partir, étant mises sous sellette.

« Les soldats de la Minustah doivent partir. Ils doivent quitter. Qu'ils le veuillent ou non, ils doivent s'en aller ». Les soldats de la Minustah, contrairement à leur habitude de réprimer les manifestations de la population, quand elle revendique constitutionnellement ses droits, étaient restés dans leurs casernes. La population a accusé ces soldats de la Minustah d'être coupables d'avoir déversé des matières fécales dans la rivière Meille, un affluent du fleuve Artibonite.

Avant le déclenchement de la mobilisation de Meille, le mercredi 27 octobre 2010, des manifestants ont brûlé les installations sanitaires de Médecins Sans Frontières, dans la ville de Saint-Marc, très touchée par l'épidémie de choléra. Selon Francisco Otero, chef des équipes d'intervention d'urgence, cet acte de sabotage a énormément diminué la capacité d'intervention des médecins dans la lutte contre l'épidémie.

« La conséquence majeure est que nous sommes désormais incapables de répondre à l'épidémie de choléra dans la région de l'Artibonite, de manière efficace et dans les meilleures conditions possibles. »

Quelles sont les raisons qui auraient poussé des personnes revendicatives à saboter les installations de l'ONG de Médecins sans Frontières ?

Nulle hypothèse n'a été apportée. Seulement le constat a été fait, ni plus ni moins. Le sénateur Youri Latortue, un proche du régime actuel qui a beaucoup lutté pour l'occupation d'Haïti, membre aussi de la commission de santé du Sénat, en marge d'une rencontre avec le Ministre de la santé, a demandé aux autorités de mener une enquête sur cette hypothèse, que la cause de l'épidémie de choléra proviendrait des matières fécales des soldats népalais, appartenant à la Minustah, déversées dans les eaux du fleuve Artibonite.

La Minustah, face à toutes ces attaques, s'est défendue par l'intermédiaire du porte-parole adjoint de la force d'occupation, Vincenzo Pugliese, qui le mercredi dernier a qualifié de rumeur, n'ayant rien à voir avec la réalité. A son avis, *«la priorité d'aujourd'hui doit être accordée aux réponses à donner à l'épidémie de choléra qui frappe particulièrement le Plateau Central au lieu de verser dans des rumeurs sans fondement ».*

Le porte-parole adjoint a poursuivi dans sa défense et illustration de la Minustah en arguant que conformément à la protection, l'unité chargée de cette responsabilité, s'est régulièrement assurée que les déchets humains des différents contingents de la Minustah sont bien traités. Il a aussi assuré que des échantillons prélevés, en matière de test se sont révélés négatifs. *« C'est décevant que des soldats impliqués dans la réponse apportée par le système des Nations Unies en appui aux autorités haïtiennes se voient accusés de la sorte.»* a conclu Vincenzo Pugliese.

Depuis l'explosion de l'épidémie, des accusations pleuvent sur la Minustah. Elles persistent à un point tel où elles devraient forcer les autorités haïtiennes, s'il y en a en Haïti, à douter au point de se lancer dans l'effort pour dégager la vérité. Tandis que la population manifeste, légitimement, sa colère, le gouvernement préfère s'empêtrer dans les formules creuses, pour faire passer le temps, provoquer l'oubli, sans essayer d'apporter des solutions concrètes.

Alors, pourquoi le gouvernement refuse-t-il de partir à la recherche de la vérité, au lieu de spéculer, de rester dans l'expectative ?

Le gouvernement a-t-il peur de la transparence de la lumière d'une vérité qui pourrait faire beaucoup de mal aux « amis occupants » ? Quoi qu'il en soit, le choléra poursuit ses ravages et menace d'autres régions du pays. Dans son incapacité, le gouvernement préfère s'enliser dans des flatteries de prétendus amis, jetant toujours des miettes et versant des larmes de crocodiles, au lieu de se lancer dans le combat pour circonscrire le mal, empêcher sa propagation en l'éradiquant une fois pour toutes.

Le drame est que les millions de dollars de l'Etat ne peuvent être désaffectés des élections/sélections, priorité de ces vendeurs de pays, tandis qu'ils financent la campagne électorale du parti officiel pour maintenir un pouvoir illégitime d'exclusion socio-économique. La population doit maintenir la pression pour exiger du gouvernement Préval/Bellerive la vérité sur ce choléra qui décime la population après la catastrophe épouvantable du 12 janvier 2010.

La presse, quant à elle, refuse tout effort pour gagner un peu de dignité, car il y a les millions de dollars engagés dans la publicité par Préval et sa bande de INITE. Il faut donc ramasser cette manne pour renforcer l'argent sale glané tout au cours de la bataille engagée contre le gouvernement Aristide, en passant par le coup d'Etat du 29 février 2004 jusqu'à l'occupation du pays par les forces impérialistes. Donc il faut maintenir le silence sur le mauvais sort fait aux déshérités.

Ces laquais de l'impérialisme, malgré les protestations des victimes de la force d'occupation, ont toujours soutenu l'arbitraire, cet arbitraire permettant de maintenir fermes les structures d'exploitation, de misère et d'exclusion de la majorité. Les forces d'occupation qui étaient les bien venues, continuent encore à l'être aujourd'hui et le seront toujours demain, tant qu'elles persistent dans la défense et l'illustration des intérêts des impérialistes et de ses laquais bourgeois.

Prends ton sang, vieux

Par Fanfan Latulipe

Ah la misère! La misère humaine, la déchéance humaine, l'exploitation du plus grand nombre par un petit nombre, la dégradation humaine, la dégradation des conditions de vie, la dégradation de l'environnement, la dégradation de la qualité de la vie, la paupérisation croissante des démunis, l'entassement dans de sordides bicoques d'un plus grand nombre de sans-logis dans les bidonvilles de Manille, la mort violente réservée aux enfants des *barrios* pauvres de Rio de Janeiro, la faim tenaillant le tripes des gosses de Cité Soleil, le ratissage de hameaux indigènes en Colombie par des bandes de *san manman* à la solde de l'extrême-droite, il paraît que tout ce bavardage t'émeut et te révolte, vieux. Sans doute tu préférerais laisser bavarder les fusils de colère. Mais patience mon ami, *take it easy*, prends ton sang, vieux, *pran san w*.

Imagine un peu, fais travailler tes méninges, si toute cette misère humaine n'existait plus, que se mettraient-ils sous la dent et sous la plume les journalistes des médias occidentaux avides de sensationnalisme, de reportages déchirants décrivant ou montrant les enfants faméliques du désert sahélien, de la Somalie ou du Bangladesh. Qu'écriraient-ils ? Que montreraient-ils à la télé ? Tu ne veux quand même pas jeter au chômage la plus grande partie de la presse occidentale, les journalistes du Figaro ou du New York Times, les reporters de la chaîne ABC ou de CNN, les photographes du National Geographic Magazine. Non, un peu de calme, un peu de conscience, mon ami; laisse vivre l'Occident pour que ne se dégradent pas ses conditions de vie, son *way of life*, pour qu'elle continue de promouvoir la charité bien distribuée par ses organisations de bienfaisance à buts non lucratifs. *Bay loksidan oun chans*, mon ami. Prends ton sang, vieux, *pran san w*.

T'imagines-tu priver les touristes venant des Etats-Unis, du Canada et de l'Europe du pathétique spectacle des femmes africaines, haïtiennes ou honduriennes marchant des kilomètres, en file indienne, pour aller chercher l'eau *kay gwo mouche* ? Il n'y aurait plus moyen de photographier ce paysan armé de sa houe, courbé sous le poids de sa misère, pieds nus dans la boue des terres du grandon et plantant le maïs pour les *gwo batiman* ; ce paysan qui n'a pas le droit de dire *kouman* parce que *li rete ak koukouman*. Oublies-tu ces gosses des quartiers pauvres de Lima aux yeux tristes mais pleins d'envie de vivre et qui attendent la main blanche attendrie par leur misère, la main du touriste qui leur tendra le *centavo*, le 5 *kòb kuiv* pour s'acheter une *tortilla*. Ce sont ces images qui émeuvent l'Occident et qui amèneront d'autres touristes à venir faire d'autres photos, donner d'autres centavos pour que d'autres gosses de Lima puissent apaiser leur faim. Alors, es-tu contre la charité chrétienne, mon ami ? *Pran san w, monchè*.

Pour être honnête, c'est pas seulement les médias occidentaux qui seraient privés d'inspiration. Nos propres artistes, surtout les artistes progressistes, seraient en danger de mort, ils se dessécheraient au jour le jour. Ils finiraient par dépérir. Tenez, Manno Charlemagne ne pourrait plus chanter : «*malere tout fòs li se manchèt se pikwa se latè, kisa l pral chèche nan lapriyè* ?», ou bien :« *sa k enmmi n se sa k ap kraze n pou n ka viv san limanite nan oun sosyete ki dwe chanje*». Prends ton sang, mon ami, ne plains plus la misère des autres, surtout ne dénonce rien, autrement il n'y aura plus d'inspiration pour nos sambas, pour nos *konpòz*.. S'il n'y avait pas toute cette misère comment Galeano aurait-il pu savoir combien flétries sont les veines ouvertes de l'Amérique ? Neruda n'aurait pas écrit ces beaux poèmes qui dénoncent la misère d'une grande partie de l'humanité encore sous la table, *anba tab la*. Les intellectuels doivent quand même trouver matière à écrire. Fanon n'aurait jamais pu nous laisser en compagnie des damnés de la terre trahis par ces peaux noires portant masques blancs. *Menm mwen menm,* comment pourrais-je chaque semaine noircir toute une page du journal s'il n'y avait rien à dénoncer: les maux de la faim, la faim en quelques mots. *Kite m viv*, camarade. Donne-moi une chance, prends ton sang, vieux.



Cinq des G8. On notera l'assistante enlevant les marques au sol avant que les dirigeants du G8 ne posent pour la photo à l'Aquila, Italie, le 8 juillet 2009. De gauche à droite Taro Aso, Premier ministre japonais, Stephen Harper Premier ministre canadien, Obama leur mèt ke, Sarkozy le caniche de Barrack, l'ineffable Berlusconi d'Italie.



Les corps squelettiques des gosses du Burkina Faso

Qu'adviendrait-il des cameramen de CNN, de la NBC s'ils ne peuvent plus montrer en direct les bidonvilles de Ciudad Panamá sous le feu des chasseurs-bombardiers américains pilonnant le quartier pauvre d'El Chorrillo; si on ne plus regarder des corps d'hommes et de femmes au Rwanda, défigurés par des maniaques de la machette, les gros ventres luisants des petits Rwandais victimes d'un système prédateur et meurtrier hier encouragé par la complicité de Paris, les cheveux roux et cassants de gamins soudanais rongés par le kwashiorkor, les corps squelettiques des gosses du Burkina Faso, la détresse infinie dans les yeux de fillettes et adolescentes charriées des confins montagneux du Népal pour être livrées comme prostituées dans des hôtels de Bangkok ? Dis-moi, vieux, qu'adviendrait-il de ces cameramen s'ils n'ont plus rien à montrer à leurs téléspectateurs avides de *newsbreak*, de flash, de nouvelles dures à contempler entre deux molles bouchées de purée de pomme de terre ? Non, faut pas faire ça à CNN, à Anderson Cooper dégageant 360° de chaleur télévisuelle pour réchauffer le cœur de ceux-là qui ont besoin de sensations fortes pour finir leur journée ? Prends ton sang, vieux.

Allons-nous oublier les politiciens *sankoutcha* ? Allons-nous les priver de cette mine d'or qu'est la misère des laissés-pour-compte, misère qui leur permet d'étaler leurs fausses promesses, leurs mensonges, leurs mauvaises consciences, leurs hypocrites sursauts de conscience ? Plus il y aura de miséreux, plus il y aura de misérables candidats, plus il y aura d'opportunités pour tous ces saltimbanques en attente du 28 novembre de pleurer des larmes de crocodiles sur le sort des victimes du tremblement de terre encore entassées, pile sur pile, sous des tentes de fortune dans des conditions infrahumaines. Plus les journalistes trouveront matière à dénonciation, à revendication. Et puis c'est clair, plus il y aura de gens sous la table, plus il y aura de faux serments, faux sauveurs, faux jetons, fausses assurances, fausse candeur, fausses promesses, faux intellectuels en faux-col, fausses dents *ak tout kras manti ladan yo*, faux monnayeurs, faux patriotes, faux frères, faux airs, faussaires, *foskouch makak*.

Et puis, *fò m di nou*, si les antagonismes de classe, de couleur, de quartiers disparaissaient, s'il n'y avait plus de grande bourgeoisie, moyenne bourgeoisie, petite bourgeoisie et *pitit boujwazi* pour maintenir les rapports de classe dans l'état vermoulu où ils sont actuellement, pour perpétuer la misère; s'il n'y avait plus de grandons, petits dons, dindons, dindonneaux et autre *kodenn* grands propriétaires terriens pour maintenir le système de moitié en vie; si le grand capital n'entretenait plus son image des sept péchés capitaux *k ap toupizi malere*, comment pourrions-nous nous laisser aller, nous journalistes, à tant de considérations analytiques, dialectiques, critiques, philosophiques ? Comment pourrions-nous nous étaler sur vingt pages de journal, saisir la réalité pour lui tordre le cou, *pou toufe l ak oun kòd verite* ? Dis-moi camarade, pourquoi persister dans tes approches un peu fantaisistes surtout si elles ont un parfum marxiste ? Laisse faire les exploiteurs pour que nous ayons la possibilité de faire plus d'analyses, pour que nous ayons des carrés de sucre d'exploitation à offrir à nos dents d'analyse. Prends ton sang, vieux, *pran san w*.

Tu dois le savoir, vieux, toi qui es en colère contre l'impérialisme et ses affidés : la faim dans le monde a battu un nouveau record historique en 2009; l'humanité compte désormais 1 milliard 20 millions de personnes victimes de la faim, soit une personne sur six, principalement, et bien sûr, dans les pays du Sud. En un an, ce sont plus de 100 millions de personnes supplémentaires qui sont venues grossir le rang de celles en état de sous-alimentation chronique. Sur tous les continents, la famine se répand, le tableau est déjà monstrueux, odieux, insupportable ; l'annonce une augmentation de 11% pour l'année 2009 par la FAO s'est matérialisée. S'il n'y avait pas toutes ces données comment prouver l'échec du capitalisme néolibéral mondialisé ? Qu'est-ce qui resterait aux journalistes de gauche à dénoncer ? Rien, ou presque rien. Prends ton sang, vieux, *pran san w*.

On aime bien dénoncer les politiques d'ajustement mises en œuvre par le FMI et la Banque mondiale, ce duo infernal agissant de concert avec l'OMC. On dénonce à tour de bras leurs malfaisances qui n'ont fait qu'aggraver la misère humaine du plus grand nombre tout en augmentant les profits de quelques-uns. Je viens de dénicher une belle envolée anti-capitaliste, anti-impérialiste, écoute-moi ça : *Jusqu'à quand allons-nous supporter ce crime contre l'humanité ? Un sixième de la population est quotidiennement menacé de disparition complète de la surface du globe. Combien d'hommes et de femmes faudra t-il sacrifier sur l'autel du profit pour*

Suite à la page (16)

Manifestasyon kont politik neyoliberal la an Ayiti

Plizyè santèn anplwaye viktim nan Teleko, APN, ONA, SMCRS elatriye, ki regwoupe yo nan Platfòm anplwaye viktim nan antrepriz piblik yo (PEVEP) te patisipe nan 2 gwo manifestasyon pasifik semèn pase a. Premye manifestasyon an te òganize sou fòm sitin devan lokal Ministè Afè Sosyal la ki chita nan Avni Charles Summer, nan sant kapital la, mèkredi 27 oktòb la. Dezyèm manifestasyon an te fèt vandredi 29 oktòb la, pou egzije gouvènman Preval/Bellerive la peye yo 36 mwa revokasyon yo ak mezi dakonpayman pou tout viktim. Nan 2 manifestasyon sa yo, tout anplwaye revoke yo, nan Teleko, APN, ONA ak SMCRS te fè yon sèl, pou leve vwa yo kont politik gade m nan je m ap gade w nan je Rene Preval ; politik revokasyon ilegal, gwo ponyèt Preval ap aplike kont mas pèp la. Se plis pase 10 mil manman ak papa pitit Rene Preval lage sou beton an pou l te ka satisfè gwo peyi enperyalis yo ak restavèk li yo nan peyi a.

Nan sitin viktim privatizasyon antrepriz piblik yo te fè devan Ministè Afè Sosyal la, manifestan yo te boule kawotchou devan baryè ministè a pou montre kòlè yo, paske depi plis pase 3 lane y ap manifeste, gouvènman an pa janm satisfè revandikasyon yo. Manifestan yo ki te montre yo detèmine, yo te bloke lari a, machin pa monte, machin pa desann, nan mitan rete rèd ak kawotchou ki t ap boule, nan mitan lari a. Sitiyasyon an te depase polisye ki te la yo, yo te rele ponpye, pwotestatè yo te bloke lari a pi plis toujou pou anpeche ponpye yo touye dife a. Se lè sitin lan ta pral fini, manifestan yo te kite yo vin touye dife a, epi libere sikilasyon an.

Manifestasyon vandredi 29 oktòb la te rasanble devan lokal ONA a ki nan zòn Channmas la, aprè yo te fin deplase, yo te vire nan ri Kapwa a, monte Lali al vire anba limyè wouj la, nan avni Martin Luther King, yo te vire desann nan ri Lamartinière (Bwavèna) pou yo t al fini manifestasyon an devan Ministè Afè Sosyal la san ensidan. Sou tout pakou a, manifestan yo ak bandwòl yo, branch bwa nan men yo ap chante, rele : « Aba Preval ! Preval ooo ! a revoke w ap griyen dan w lan pinga malè. Revolisyon oo, Revolisyon oo, revolisyon pou Ayiti… »

Oxygène David, yonn nan pòtpawòl PEVEP te deklare nan mikwo laprès : « Toutotan anplwaye revoke Teleko, ONA, APN ak SMCRS poko touche 36 mwa salè yo ak mezi akonpayman yo kòmsadwa, pap genyen okenn eleksyon nan peyi a. »

Pou kòdonatè jeneral PEVEP la, Fritz Gerald Charles, gouvènman dwe konplete 40 milyon goud palmantè yo vote pou egzèsis fiskal 2009-2010 la, pou peye revoke yo, yon fason pou yo ka voye pitit yo lekòl epi rale yon souf anba move lavi, epidemi kolera. Selon manifestan yo, dirijan fini pa tande nou, paske yo te fè nou yonn gwo tò epi nou reprezante yon gwo fòs politik ak sosyal nan peyi a. Tout kote manifestan yo te pase, yo dechire tout foto kandida yo, bandwòl yo e yo fè konnen se lajan pèp ayisyen an, lajan yo voye pou wete viktim 12 janvye yo anba tant, prela, moso dra sal, moso katon ak vye fèy tòl, yo pran y ap fè kanpay elektoral pou kontinye kenbe mas pèp la nan grangou, mizè, chomay ak tout kalte vye maladi tankou kolera. De tout fason, revoke yo di fòk yo touche 36 mwa revokasyon yo, jan sa te di nan kontra yo te siyen an.

Yves Pierre-Louis

MINISTA SE KOLERA

Sa w ap fè la a, MINISTA?
Sa w ap fè la a, okipan ?
Ou vyole pitit nou
Ou vòlè kabrit nou
W ansasinen frè nou
Se pou tout sa
Nou fout mande w
Sa w ap fè la a, MINISTA ?
Sa w ap fè la a, okipan ?

Ou vin kaka nan dlo nou
Kaka w bay kolera
Kolera touye fanmi nou
Se pou tout sa
Nou fout mande w
Sa w ap fè la a, MINISTA ?
Sa w ap fè la a, okipan ?

Renaldi 29 Oktob 2010



Abitan Divivye yo leve kanpe kont depotwa

Pandan epidemi kolera kontinye ap touye moun nan depatman Latibonit ak Plato Santral la, abitan Divivye yo, yon lokalite ki chita nan komin Site Solèy, nan Nòdwès kapital la, ap viv ak anpil kè sote, paske yo fè yo konnen zòn lan vin tounen yon gwo depotwa, kote tout konpayi k ap ranmase fatra, k ap netwaye twalèt mobil yo, se la yo vin jete tout kalte malpwòpte yo. Daprè abitan sa yo genyen anviwon yon dizèn konpayi k ape jete fatra ak kaka nan zòn lan tankou : SMCRS, JEDCO, SANCO, Pyramid, Bouscard peste Contrôle, la Croix Rouge haitienne, Delta, HRG elatriye.

Selon anpil moun nan zòn nan, konpayi yo pa separe fatra ak kaka yo, fatra yo melanje ak kaka yo, ap kontamine zòn lan ak nenpòt epidemi, ki ka pi grav pase kolera a k ap fè raj nan peyi a. Sa k pi rèd la, se nan menm zòn sa a Kamep tire dlo pou distribye bay yon bon pati moun nan popilasyon an. Dechaj yo pa trete e yo pa pran okenn dispozisyon pou bay moun k ap travay sou sit sa a swen lasante. Fason y ap jete fatra ak kaka nan zòn Divivye, Twitye, Vodrèy pa ekate okenn posibilite pou kontamine dlo kamep epi gaye epidemi kolera. Malgre tout rèl ak tout anmwe popilasyon an ak òganizasyon yo nan zòn lan tankou : Komite Relèvman Divivye (KRD) ak Oganizasyon notab pou Devlopman Vodrèy, otorite lokal yo, (meri a) ak otorite santral yo pa janm fè anyen pou anpeche yo transfòme zòn lan an depotwa.

Enjenyè Carl Henry Viellot, ki responsab sit dechaj yo pa janm pran revandikasyon popilasyon an, pote yo bay otorite yo. Prezidan Preval, bò kote pa l fè abitan yo konnen zafè dechaj sa a nan Divivye depase l, li pa ka fè anyen. Pandan l pa ka rezoud pwoblèm fatra nan zòn metwopolitèn lan, Rene Preval ap preche levanjil kontinite, donk kontinite nan fatra nan kaka pou touye pèp ayisyen an ak maladi kolera. Kontinite nan livre peyi a bay etranje ak sòlda Minista yo pou kontinye touye popilasyon an ak epidemi kolera. Oganizasyon Divivye yo di kou sa a pap pase, y ap leve kanpe pou di NON ak kaka ! NON ak fatra ! NON ak kolera ! yon sèl metòd: "Leta, meri site solèy la fèmen depotwa sa a pou pita pa pi tris."

Se nan sans sa a, militan KRD yo te òganize yon manifestasyon madi 26 oktòb la, nan Divivye pou mande responsab yo nan peyi a fèmen depotwa, paske sant yo sèlman ap kontamine popilasyon an. Eslogan manifestasyon yo te plis repete se te : « Matyè fekal bay kolera." Dirijan KRD yo fè konnen aprè 28 lane depi y ap jete fatra ak kaka nan zòn nan, sit la dwe fèmen, pou kondisyon sante popilasyon an ka amelyore. Pou fè otorite yo tande vwa popilasyn an, militan RKD yo ap òganize yon lòt manifestasyon jedi 4 novanm lan nan Divivye.

Yon lòt aspè ki bay anpil pwoblèm sou sit la e ki reprezante yon koulwa k ap pwopaje tout kalte epidemi, se yon seri moun yo rele kokorat, k ap chache lavi yo, nan ranmase vye bout fè, vye boutèy plastik ak lòt dyanni pou y al vann, pou fè yon ti kòb. Genyen yon pwovèb ki di: chache lavi detwi lavi. Donk fason kokorat yo ap chache lavi, nan kaka ak fatra reprezante yon gwo danje pou popilasyon an, yon pwoblèm sante piblik, kòm dirije se prevwa, otorite yo nan peyi a dwe panche sou pwoblèm depotwa Divivye pou sa ki rive Latibonit lan pa rive nan kapital la.

Yves Pierre Louis

L'épidémie de choléra ajoute une nouvelle urgence à la crise de l'eau en Haïti

Par Isabeau Doucet

"Kokorat" c'est un mot en Kreyòl pour "gamin", et les kokorats les plus méprisés sont ceux qui vivent des ordures de Troutier, le dump où les ordures et des eaux usées de la ville sont déversées à la limite nord-ouest de Cité Soleil. Les déchets médicaux, industriels et résidentiels sont tous mélangé avec les eaux usées. Des milliers de personnes n'ont pas d'autre choix que de rechercher des objets recyclables au milieu des tas d'ordures en feu et des fosses de déchets humains.

Le 27 Octobre, la panique provoquée par le choléra a déclenché une protestation par les résidents des municipalités avoisinantes de Vaudreuille, Bassan, Pois Congo, Martial, Duvivier, Bit Duvivier et Fontaine. Ils ont bloqué l'entrée de Troutier avec des pneus enflammés, détournant des camions remplis d'eaux usées.

Il n'existe pas de réglementation ou des lois sur le dumping à Port-au-Prince, ce qui signifie que les camions déchargent leur cargaison au hasard ou, tout simplement ne recueillent pas les eaux usées des latrines qui débordent dans plus de 1300 camps de personnes déplacées de l'intérieur de la ville et dispersés autour de la capitale. Ce sont des scénarios de cauchemar dans une ville menacée par le choléra qui pourrait rapidement ravager le million et demi de personnes en état de choc et fatigué de camper et dans la boue depuis Janvier.

Gardy Guerrier, l'un des organisateurs de la manifestation, raconte comment sa mère est née dans cette ville, mais la décharge constante a empiété progressivement sur la terre qui, donnait tous les types de bananes, des melons, des pois et des légumes vendus dans les marchés de la capitale et qui maintenant leur causent des maux d'estomac, des éruptions cutanées et des infections vaginales sur fond d'infestation de moustiques et de rats.

Une averse vient à tomber et nous trouvons refuge sous un toit en tôle entouré par les enfants et les personnes âgées pendant que Guerrier parle. Les enfants sont rassemblés autour de Guerrier pour écouter et, périodiquement, ils me tapent dessus le bras, la jambe ou la cuisse. Guerrier m'assurent que les enfants veulent me protéger des moustiques, en les repoussant ainsi avec tant de vigueur. *« La puanteur de l'air est si désagréable qu'il est impossible de respirer »*, dit Guerrier. *« Dix entreprises vident des matières fécales ici, y compris Jetco, Sanco, Cinco, Delta, HRG et la Croix-Rouge. »*

« Avant Décembre 2009, le site avait été utilisé pour déverser les déchets ménagers ainsi que les déchets hospitaliers et industriels. On nous avait dit qu'ils utiliseraient le site pour déverser les déchets de l'homme pendant deux semaines seulement, mais les camions continuèrent à venir et près d'un an plus tard, le gouvernement n'a pas trouvé un autre site. »

«Nous n'avons que des puits peu profonds, pompés à la main ici et les eaux d'égouts brutes dans Troutier sont déversées directement dans la nappe phréatique et s'infiltre dans nos puits. Le ministère des Travaux publics a fait une étude et a constaté que les nappes phréatiques sur 30 km autour de Troutier sont contaminées. Toute l'eau de Port-au-Prince est originaire de la nappe phréatique de Duvivier, exactement ici à La Plaine. »

Sasha Kramer de SOIL, une ONG qui a construit des toilettes de compost sec en Haïti depuis 2004, indique que la dernière décision en Décembre pour décharger les déchets humains avec les ordures de la ville à Troutier a été désastreuse. *« Vous ne mettez pas des déchets solides avec de la merde, sachant que les moyens d'existence dépendent du recyclage de la benne. Ils ont besoin de fermer Troutier, mettre une clôture autour du puits, et des patrouilles de surveillance là-bas et faire le nettoyage. Enfin de compte, ils ont besoin d'un autre site,*- a-t-elle poursuivi, «*mais les questions de terrains ont interrompu ce processus parce que les propriétaires fonciers ne souhaitent pas héberger des eaux usées brutes de la ville,*



Des gens n'ont pas d'autre choix que de rechercher des objets recyclables au milieu des tas d'ordures en feu et des fosses de déchets humains

surtout maintenant qu'il y a une épidémie de choléra. »

Theo Huitema, l'expert en matière d'eau et d'assainissement de Vision Mondiale (World Vision) qui a supervisé le creusement du puits à déchets, dit: *-Entre 500 et 900 mètres cubes de déchets d 'hommes vont dans Troutier tous les jours, mais il est possible de maintenir le site, traiter les déchets et l'empêcher de s'infiltrer dans l'approvisionnement en eau de la collectivité.»*

«Nous devons nous assurer que nous ne prenons pas un problème d'assainissement pour simplement le déplacer ailleurs», dit Patrice Florvilus, un avocat des droits humains qui se spécialise dans les questions foncières et travaille avec les victimes du tremblement de terre déplacées à l'intérieur face à l'expulsion forcée. «*Bien que nous ne pouvons pas dire quelle est la solution, nous pouvons analyser le degré de manque de respect l'État pour les vies humaines, et nous pouvons rappeler à la population le décret de 1921 sur la*



Des enfants qui vivent des ordures de Troutier, le dump où les ordures et des eaux usées de la ville sont déversées à la limite nord-ouest de Cité Soleil

reconnaissance de l'intérêt public et la loi d'urgence du 15 avril 2010 qui donne au gouvernement de tous les mécanismes juridiques de nationaliser toute parcelle de terre. »

L'épidémie de choléra en Haïti a déjà tué plus de 330 personnes et infecté plus de 4700 en raison d'une absence quasi-totale d'une infrastructure pour eaux usées et d'assainissement. La fourniture d'eau potable est d'autant privatisée. L'eau du robinet est considérée comme la plus mauvaise qualité dans le monde, derrière le Nigeria.

Des camions qui vendent l'eau roulent dans les rues de Port-au-Prince comme les camions de crème glacée, en jouant une interprétation de la thème musicale du film "Titanic." C'est un son qui tourmente les 1,5 millions des sans-abri.

Seulement 70% des camps de personnes déplacées ont l'eau, et beaucoup de cette eau n'est pas potable. Les résidents dans les camps se plaignent constamment de diarrhée, d'infections et d'autres maladies. Seulement 60% des camps ont des toilettes convenablement entretenu, selon Marc Schuller, professeur à la City University de New York qui a dirigé une vaste enquête sur les conditions dans les camps.

Pourtant, le 26 Octobre, Nigel Fisher, l'envoyé spécial adjoint des Nations Unies pour Haïti, a déclaré au programme - The Current - de CBC Radio One que «*la grande majorité des camps de déplacés internes sont servis avec de l'eau potable et* [bénéficient] *d'assainissement.*» En d'autres occasions des représentants de l'ONU justifient l'absence de services d'assainissement des eaux usées en disant que beaucoup de gens n'ont pas eu de tels services avant le tremblement de terre, comme si cela les absolvait d'être tenus à leur propre charte des droits de l'homme.

Il convient de répéter que les décisions prises aux plus hauts niveaux de gouvernement peuvent avoir des répercussions pour les générations à venir. En 1998, l'Inter-American Development Bank (IDB) a accordé $54 millions de prêts au gouvernement haïtien pour améliorer l'infrastructure des eaux usées et des eaux, y compris le long du fleuve Artibonite et dans la ville de Saint Marc, où l'épidémie de choléra a apparu tout d'abord.

En 2001, le gouvernement américain a secrètement demandé à la BID de bloquer ces prêts approuvés, ainsi que d'autres, totalisant $146 millions, pour les investissements dans la santé, l'éducation et l'infrastructure des eaux usées. Il faisait partie des efforts visant à déstabiliser le gouvernement démocratiquement élu et dirigé par le président Jean-Bertrand Aristide.

« En refusant de distribuer les prêts et les dons à Haïti, la BID a violé sa propre charte, qui interdit strictement la banque de laisser la politique influence ses décisions », dit Monika Kalra Varma, directeur du Centre Robert F. Kennedy pour la justice et des droits de l'homme. Le centre fait connaître les documents d'accusation d'action du gouvernement américain dans un rapport de 2008 rédigé en collaboration avec Partners In Health et d'autres médicaux et organisations des droits humains.

Malgré l'arrêt de ses prêts, la BID a obligé le gouvernement Fanmi Lavalas à continuer à payer des millions de dollars en intérêts sur les prêts gelés, même si elle n'a jamais reçu un sou de leur part. Aujourd'hui, l'Inter-American Development Bank et l'ancien président américain Bill Clinton, sont les principaux acteurs de décider comment gérer les milliards de dollars en dons à la reconstruction d'Haïti.

Selon le site Web de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, il a approuvé $115 millions à la mi-août pour «*Développer le réseau d'eau et d'assainissement à Port-au-Prince et de créer une couverture supplémentaire.*» L'attaché de presse de la CIRH, Denis Dufrene n'a pu donner aucune information sur l'état de ce financement et n'a pas encore répondu à une demande pour le nom d'une personne à la Commission qui pourrait fournir cette information.

En quittant Troutier au crépuscule sur une moto après une courte tempête, mon chauffeur et moi-même, nous sommes tombés dans la boue près de Cité Soleil et avons pataugé pendant presque 4 km avec des eaux usées jusqu'aux genoux. Mon chauffeur, Lionel Elve, un étudiant universitaire en relations internationales, a déclaré: «*C'est toujours comme ça, les pluies balaient les rues sales de Pétionville à Cité Soleil et les ordures bouchent les canaux qui descendent vers la mer*».

D'après des rapports sur Twitter, ce quartier a vu son premier cas de choléra - reste encore à confirmer - ce matin-là en la personne d'une femme qui n'avait pas quitté le quartier. Ma moto fait des éclaboussures sur une femme qui tenait sa robe blanche immaculée pour l'empêcher de se salir. Si le choléra vient à Cité Soleil, où les inondations sont aussi communes que la pluie, il n'y aura aucune façon de l'arrêter.

Sorel François est-il au-dessus de la justice?

Par Yves Pierre-Louis

Des informations circulaient depuis quelques temps à Port-au-Prince faisant croire que le candidat de la Plateforme présidentielle dénommée « INITE » pour la deuxième circonscription de cette ville, à la députation, Sorel François était l'auteur d'un acte de viol sur une jeune fille appelée Dominique M. W. Ces informations ont été confirmées dans une note de presse émise le 27 octobre 2010 par une institution des droits de l'homme, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH). Cette note a qualifiée de scandaleux le comportement laxiste des autorités judiciaires qui voulaient coûte que coûte faire silence sur cette affaire.

Or il arrive que Sorel François qui essayait d'étouffer l'affaire dans l'œuf a promis de réparer ce forfait à la hauteur de 30 mille dollars US. Le 6 Août 2010, il a déjà versé un tiers de ce montant et le reste devrait être versé en deux temps à date fixe soit le 13 et le 20 août dernier.

Entre-temps, il se sentait très confortable sous son titre de candidat agrée de l'INITE, et il n'a jamais versé les deux autres tiers, lui permettant de blanchir l'aspect civil de cette affaire qualifiée de : *« voies de faits suivies de blessures et tentative de viol sur la personne dénommée Dominique M. W. »*

Le refus de Sorel François d'honorer ses engagements a fait rebondir cette affaire en sommeil depuis le 29 juillet 2010. Qu'est-ce qui s'est passé réellement ? Le 29 juillet de l'année en cours, le candidat de l'INITE, Sorel François avait invité Dominique M.W à prendre un verre dans un restaurant de la capitale. Arrivés au lieu de rendez-vous le candidat de l'INITE a une nouvelle fois proposé à Dominique d'aller de préférence à sa résidence sise à Tabarre, prétextant que les boissons n'étaient pas congelée à temps dans le restaurant et Dominique l'accepte d'y aller. Arrivés à la maison, il a offert à cette jeune fille une boisson alcoolisée et lui a intimé l'ordre de coucher avec lui. Elle a refusé. De là, une vive dispute s'en est suivie, le candidat a battu Dominique, l'a emmenée au commissariat de l'Aéroport, sous prétexte qu'elle était trop excitée. Les policiers lui ont passé des menottes pour essayer de la calmer.

Apres sa libération, elle a déposé une plainte enregistrée au numéro P-30-07-10 au Parquet près le Tribunal de Première instance de Port-au-Prince contre le candidat de l'INITE, Sorel François. Le substitut commissaire du gouvernement, Jean-Claude Dabrezil qui est saisi de ce dossier, a émis à l'instant même, dans le délai de la flagrance un mandat d'amener contre le bourreau de l'INITE pour son acte délictueux. Le 8 septembre 2010, ce mandat, accompagné d'une notification a été acheminé à la Direction centrale de la Polie judiciaire (DCPJ) aux fins d'exécution. Jusqu'à date, le mandat n'a jamais été exécuté, Sorel François protégé par le régime inique et cynique de René Préval continue à vaquer à ses occupations en toute impunité.

Malgré un certificat médical délivré le 4 Août 2010 par Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), faisant état de : *« Plaie abrasive face antérieure de l'épaule droite, blessure face interne coude droit, exténuation. »* Dominique n'a pas pu trouver justice. Selon le RNDDH, actuellement le dossier de tentative de viol de candidat de l'INITE, Sorel François est introuvable dans les tiroirs du Parquet de Port-au-Prince.

De toute façon, toutes les manœuvres qui visent à fouler aux pieds les droits de la victime et à protéger le candidat- bourreau de l'INITE sous le fallacieux prétexte d'accointance politique avec le pouvoir de René Préval doivent être condamnées avec la dernière rigueur. La société haïtienne de nos jours ne peut tolérer qu'un candidat protégé par le pouvoir commette un tel acte aussi barbare tandis que la justice se fait complice. Toute la lumière sur ce dossier doit être faite et Sorel François doit répondre de ce forfait par devant la justice, car nul n'est au-dessus de la loi.

L'insécurité, un carcan importé et imposé au peuple haïtien

Le jeudi 28 octobre dernier, au marché central de la ville du Cap (Nord), une jeune fille de 16 ans a été assassinée à l'arme blanche par un brigand. Pour se protéger, parait-il, l'assassin s'était rendu au sous-commissariat de Barrière Bouteille, juste à l'entrée de la ville. Au courant de la même journée, il a été transféré au commissariat central du Cap-Haïtien où il était tenu en garde à vue.

Le vendredi 29 octobre, on prétend que le marché a été incendié par les proches de la victime. Le sinistre a été maîtrisé par les services de pompiers de la ville.

Toujours le jeudi 28 octobre 2010, au centre ville du Cap-Haïtien, une patrouille de la MINUSTAH a été prise à coups de pierres et de bouteilles par la population capoise. La patrouille, exaspérée, a répondu par des tirs de coups de feu en l'air et des grenades lacrymogènes. Dans l'échauffourée, un agent de la MINUSTAH a été légèrement blessé.

Le jeudi 28 octobre 2010, près du Lycée Soficat à Tabarre, un jeune homme de 18 ans a été enlevé par des bandits. Une forte rançon d'une valeur non précisée a été exigée par les voyous aux familles de la victime.

Le même jour, le corps d'un jeune homme d'une trentaine d'années, mutilé à coups de couteaux et de projectiles, a été trouvé à Montagne des oliviers à Carrefour Feuilles. Le vendredi 29 octobre 2010, près des ruines de la Basilique Notre Dame à la Rue Mg Guilloux, centre ville de Port-Au-Prince, on a découvert le cadavre d'un homme non identifié.

Juste une quinzaine de jours après la signature du contrat de renouvellement de la MINUSTAH par le gouvernement de Préval/Bellerive, l'insécurité se réclame être la maîtresse des villes haïtiennes. Il s'agit d'un carcan importé contre le peuple haïtien.

Arrestation d'un évadé de prison en République Dominicaine

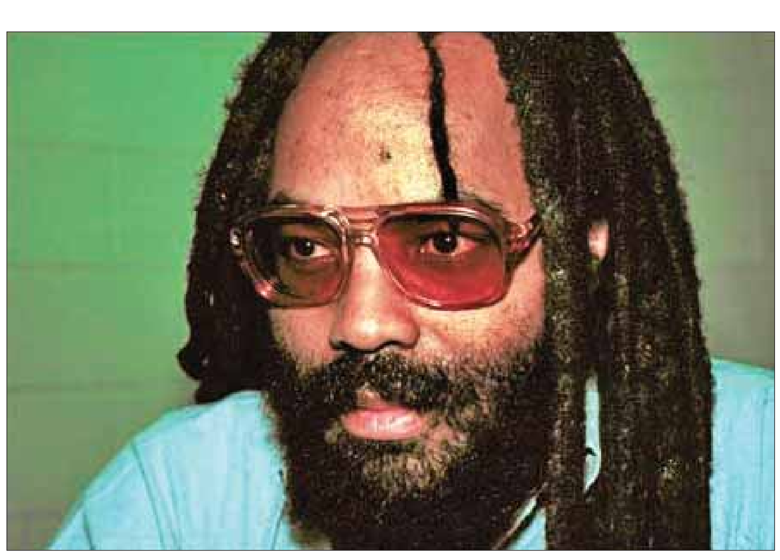
Le samedi 30 octobre dernier, un nommé Julien Elie, citoyen haïtien, qu'on dit être un dangereux criminel, a été arrêté par la police dominicaine. Julien Elie, un évadé de prison en cavale depuis l'évasion du Pénitencier National dans la nuit du 12 janvier 2010, s'était retranché dans une résidence située non loin de l'autoroute Las Americas, à l'Est de la capitale dominicaine (Santo Domingo). Il a été capturé lors d'une opération menée par le FBI américain, de concert avec la Direction de l'Enseignement Criminel Dominicain et la PNH.

Julien Elie sera extradé en Haïti dans le plus bref délai, a indiqué une source policière dominicaine.

Ensemble, sauvons Mumia !

Le 9 novembre prochain, la Cour d'Appel Fédérale de Philadelphie aura à décider de la sentence définitive de Mumia Abu-Jamal : peine de mort ou prison à perpétuité. Le Collectif Unitaire National de soutien à Mumia Abu-Jamal vous appelle à vous mobiliser pour faire prévaloir la justice et la liberté.

Comme vous le savez, la situation judiciaire de Mumia Abu-Jamal est très préoccupante, plus préoccupante que jamais, même. La Cour d'Appel Fédérale de Philadelphie, dans une audience le 9 novembre prochain, aura en effet à décider de la sentence définitive : peine de mort ou prison à perpétuité ... Et ce, sur l'injonction de la Cour Suprême des Etats-Unis qui demande à la Cour d'Appel de se conformer à la jurisprudence d'une affaire où le prévenu a été condamné à mort ! Autrement dit, la plus haute juridiction américaine, après avoir écarté tout nouveau procès, se prononce sans autre examen pour l'exécution immédiate de Mumia. La question est de savoir si la dite Cour d'Appel résistera à cette pression en refusant ou non de condamner Mumia à mort.


Mumia Abu-Jamal

Chacun comprendra que cette situation appelle une mobilisation urgente pour sauver cet homme privé du droit élémentaire à défendre son innocence et dont la vie se résume depuis 29 ans à espérer sortir enfin du couloir de la mort.

* Le 9 novembre, partout dans le monde, des initiatives interpelleront les autorités américaines pour formuler l'exigence de justice et de liberté en faveur de Mumia.

* Une délégation française se rendra à l'audience de Philadelphie pour apporter son soutien à Mumia et à son équipe de défense dirigée par Maître Robert R. Bryan. Les élus et représentants des organisations souhaitant participer à cette délégation sont invités à prendre d'urgence contact avec Jacky Hortaut (jackyfree@orange.fr). D'ores et déjà, Yvette Mercier, vice-présidente du Conseil régional d'Auvergne et Christine Leclercq, conseillère municipale de Mont-Saint-Aignan, représenteront l'Anecr.

Oulala.net 29 octobre 2010

The Pitfalls of "Cash for Work"

By Haiti Grassroots Watch

Since the Jan. 12 earthquake, multilateral agencies and humanitarian organizations have deployed across Haiti with "*cash-for-work*" programs, employing tens of thousands.

Taken together, these agencies and "*non-governmental organizations*" or NGOs – the term is a misnomer, since many are direct subcontractors of the US and other governments – are likely Haiti's largest employer.

Around the world, most media have heaped nothing but praise on the programs. *Le Monde* of Jan. 22 happily relayed that former US President Bill Clinton called the program "*really important,*" adding that the US has "*a lot of experience in this area from the Near East and Afghanistan.*" It also quoted UN Secretary General Ban Ki-moon as saying: "*It is really important to give people something positive to do.*" *PBS* was thrilled to report on Jul. 9 that now, "*[o]n every sidewalk and corner of Port-au-Prince there are entrepreneurs.*" And in a Feb. 2 headline, the *Christian Science Monitor* proclaimed that "*US ramps up 'cash for work' to create jobs, help recovery.*"

Do cash-for-work programs help "*the recovery*"? Is it a good thing that the sidewalks are jammed with people selling mostly imported goods and cast-off clothing and shoes from overseas? And what lurks behind the comments of Clinton and Ban?

What is cash-for-work?

"*Cash-for-work*" (CFW) is a term used by humanitarian agencies to mean short-term jobs meant for unskilled labor. A main objective is to get money circulating in order to "*relaunch*" an economy. Workers are paid minimum wage or less. The term appears to come from a related program, "*Food for Work*" (FFW), which humanitarian agencies have been using in Haiti and around the world for decades.

In Haiti, CFW programs are specifically targeting earthquake victims who live in the 1,300 camps for displaced people or in the countryside with friends or family.

A CFW job is typically eight hours a day, five or six days a week, two or four weeks in length, with a daily salary of 200 gourdes (Haiti's minimum wage, about US$5.00). Typical jobs include: street-sweeping, cleaning drainage canals, rubble removal by hand, building latrines in camps, clearing or repairing rural dirt roads using picks and shovels, and digging contour canals on hillsides.

Some CFW jobs are actually CFW and FFW, because rather than receiving 200 gourdes, the worker gets 120 gourdes (US$4.00) and a food ration – typically wheat, beans and vegetable oil. In some parts of the country, workers get food only, like near Maniche in the south, where workers get a sack of wheat, a sack of beans, and five gallons of oil after four weeks of work.

Unfortunately for the Haitian government, for economists and for the public at large, no one person or agency actually knows how many people are working in the multitude of CFW and FFW programs in Haiti at the moment.

Haiti Grassroots Watch (HGW) spoke with CFW workers and supervisors, with representatives of various humanitarian agencies, and also scanned dozens of documents and websites. While many people were able to report that their program had 1,500 jobs or 2,500 jobs on any one day, nobody has totaled up the jobs, mapped their locations, or tallied up what the workers are doing. (The lack of coordination in this sector is similar to what HGW found earlier this fall, related to resettling the 1.3 million homeless.)

For example: Concern Worldwide reports 400 workers, American Refugee Committee 105, Catholic Relief Services 6,000, Mercy Corps employs about 600 near Hinche, the World Food Program (WFP) said it will have employed a total of 140,000 people by the end of 2010, but the length of employment varies. The United Nations Development Program claims it will have employed almost 400,000 people by the end of 2010 (although the WFP claims paternity for some of those jobs), for a total cost of about US$80 million.


Haiti Grassroots Watch

A "cash for work" project near Perèy, on Haiti's Central Plateau. "Work teams aren't necessarily working," said Deb Ingersoll of the American Refugee Committee.

Origins and objectives

The term "*cash-for-work*" is a relatively recent addition to the humanitarian lexicon, but the concept has been around for a long time.

In fact, British economist John Maynard Keynes (1883-1946) might be considered the father of "*cash-for-work.*" Oxford University Press summarized Keynesian thought on state intervention this way: "*Stated simply, Keynes blamed the [1929 Wall Street] crisis on insufficient demand, caused by 'orthodox' economic thinking about the virtues of the free market. Keynes argued for a much more intrusive and creative role for the state, which should adjust demand within the economy in order to ensure (relative) stability across economic cycles which otherwise would be a series of 'booms' and 'busts'.... One of Keynes's key insights was the tendency for increased demand to have a 'multiplying' effect, so that government intervention (say) in job-creation would promote new opportunities for work in industries which depended upon consumer spending.*"

During the Great Depression in the US, the Franklin D. Roosevelt administration put Keynes' theory to work. The "New Deal" Civilian Conservation Corps and the Work Projects Administration (WPA) employed millions at a time.

But as Truthdig's Robert Scheer wrote in his new book, *The Great American Stickup: How Reagan Republicans and Clinton Democrats Enriched Wall Street While Mugging Main Street*, capitalism is haunted by more than depressions and recessions. "*The great and terrible irony of capitalism is that if left unfettered, it inexorably engineers its own demise, through either revolution or economic collapse... Government regulation of the market economy arose during the New Deal out of a desire to save capitalism rather than destroy it.*"

FDR's "New Deal" offers a perfect example. With thousands of jobless men and women marching on Washington, and with labor organizations and socialist or communist parties gaining strength, the jobs programs were as much about preventing revolution as they were about jump-starting the economy.

CFW predecessors in Haiti

Those goals have also been behind the various jobs programs in Haiti across the years.

François "Papa Doc" Duvalier had a program of "*woy-woy*" or temporary "*make-work*" jobs which were administered through his Public Works ministry. Duvalier used *woy-woy* jobs – and terror – to prevent any kind of uprising.

But long before Duvalier's *woy-woy* jobs, the US began what has turned out to be a series of radical interventions into the Haitian economy as it tried to prevent revolution and migration to the US, as well as install capitalist structures and practices that would benefit the US economy.

The first big interventions took place during the first US occupation (1915-1934). By its end, over a dozen agro-industries – rubber, sugar, sisal, and pineapple plantations – had taken over hundreds of thousands of acres of land, many of it formerly farmed by peasants.

These newly landless peasants provided cheap labor – at 10 to 30 US cents a day – for the new plantations and agro-industries. The US State Department justified the "*adjustment*" of the economy with now-familiar promises, saying it would "*give the population work and assure economic development,*" according to historian Suzy Castor.

Also during this period, the US government encouraged projects it said would "*modernize*" the agricultural sector, but, according to Castor, "*the occupation did not solve or even improve the Haitian agricultural crisis.*"

After the occupation, the US government's Ex-Im Bank backed mostly US investors who set up businesses that had a "New Deal"-like promise of employing thousands and stimulating consumption.

The programs and projects had many negative results. The Central Plateau's Péligre dam, for example, displaced and impoverished thousands of peasant families. While spurring inflation and corruption, it made profits for foreign companies (including US military subcontractor KBR, then called Brown & Root), and added US$33 million to the Haitian government's debt, according to economist Gérard-Pierre Charles.

Missing from the list of results were the promised improvements to the economy via increased supply and demand.

Washington's next big intervention came during the Duvalier regimes. The US pumped in millions, at first to support the dictatorship as a bulwark against communism, and then for agricultural "*development*" projects aimed at stanching the flow of US-bound "*boat people*" refugees.

But the flow did not stop. So, in 1982, "*the USAID and multi-lateral development agencies, including the World Bank, the International Monetary Fund, and the Inter-American Development Bank, formulated a new strategy,*" which was "*unprecedented in both its scope and its size,*" according to Josh DeWind and David H. Kinley III of the important 1988 study *AIDING MIGRATION – The Impact of International Development Assistance on Haiti*.

The strategy included attempting to "*increase Haiti's integration into the international economy and particularly into US markets*" with projects mostly run by "*private and voluntary organizations (PVOs)... in order to bypass generally ineffective host-country government agencies.*"

PVOs are the predecessors to NGOs – the "*Republic of NGOs*" was born.

In 1988, DeWind and Kinley noted that "*the new strategy seems to have maintained and even exacerbated the economic and political problems that have caused Haitian emigration*" but USAID, the World Bank and the PVO/NGO subcontractors have continued along the same path traced in 1982.

More recently, USAID programs have included massive job programs for the now millions of destitute peasants and former peasants. But numerous studies, like *Feeding Dependency, Starving Democracy: USAID Policies in Haiti* and *Democracy Undermined, Economic Justice Denied*, both produced in 1997, show that the programs have done little good.

Feeding Dependency looked at USAID-formulated FFW jobs programs that are not dissimilar with today's CFW programs, except that workers were often paid with US food, not cash. The report concluded that USAID programs "*further[ed] US economic interests, not Haitian development.*"

The report analyzed a program of "*labor-intensive, jobs-creation programs*" established in 1993, when Washington realized that the return of then exiled-President Jean-Bertrand Aristide to Haiti was inevitable. USAID created the $18 million program in order to "*increase the income of many poor Haitian families*" and "*create a sense of confidence and hope.*" Focusing on rehabilitation and improvement of agricultural land, the program was bumped up to a total of $38 million, running for 34 months, and reportedly employed 50,000 workers a day at its peak.

But was the objective really to "*create a sense of confidence and hope*"? Or was it also to insure that the supporters of Aristide and of the progressive democratic and popular movement, with its left-leaning demands, would not find terrain to mobilize once Constitutional order was restored in 1994?

Feeding Dependency discovered that the USAID jobs programs "*actively strengthened anti-democratic forces and weakened grassroots, democratic organizations,*" noting that: "*The negative implications that this carries for sustainable, community-based development cannot be overemphasized. By conducting the program under the coup regime, the US was providing the illegal government with political support.*"

The report also said the programs pulled peasants away from food production, created new, "*unsustainable*" habits of consumption, hindered "*the volunteerism and community spirit necessary for development,*" and "*generate[d] dependency.*"

Finally, the study noted that much of the infrastructure work was ephemeral – canals quickly filled in and hand-built roads reverted to rocky paths during the subsequent rainy season.

continued on p(18)

NÉCESSITÉ DE LEVER LE BLOCU



Plus de 180 voix qui pendant les dernières années dans cette Assemblée Générale des Nations Unies ont réclamé la fin du blocus économique, commercial et financier.

Par Bruno Rodríguez Parrilla

Discours du Ministre des affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, dans la session de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le thème «Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique».

Monsieur le Président,

De graves dangers, des dangers imminents, menacent l'existence de notre espèce. Pour préserver la vie humaine, il faut préserver la paix. Rien que l'emploi d'une partie minime de l'énorme arsenal nucléaire serait la fin de l'espèce. La seule garantie qu'elles ne soient jamais employées par des États ni par qui que ce soit, c'est leur destruction et la non-fabrication d'armes classiques mises au point ces derniers temps et tout aussi meurtrières qu'elles. La seule solution est le désarmement.

Pour survivre, il est absolument indispensable que l'Humanité prenne toujours plus conscience, ce qui ne pourra se faire que par la diffusion d'une information véridique sur ces thèmes que la plupart des hommes politiques occultent ou ignorent, que la presse passe sous silence et qui sont si horribles pour les gens qu'ils préfèrent ne pas y croire.

Nous sommes à une nouvelle époque. Il incombe de toute urgence à cette Assemblée générale, comme ne cesse de le réclamer Fidel Castro, de mener une mobilisation mondiale visant à exiger le respect du droit des êtres humains et des peuples à la vie.

Bâtissons un autre ordre mondial ; établissons une morale collective fondée sur la solidarité humaine et la justice ; réglons les conflits par le dialogue et la coopération ; mettons un terme à l'égoïsme et au pillage qui conduisent à la guerre et au recours à la force. Face à ce danger sérieux, écartons ce qui nous oppose ou nous divise et unissons-nous pour sauver la paix, la planète et la vie des générations futures.

Monsieur le Président,

La politique des États-Unis contre Cuba ne repose, surtout en de pareilles circonstances, sur aucune fondation morale ou légale, n'est pas crédible et ne bénéficie d'aucun appui. Ainsi le démontrent les plus de 180 voix qui pendant les dernières années dans cette Assemblée Générale des Nations Unies ont réclamé la fin du blocus économique, commercial et financier.

Dans le rapport du Secrétaire général mis à notre disposition, plus de 180 pays et agences spécialisées du système des Nations Unies fournissent des exemples de leur opposition à cette politique.

L'Amérique latine et la Caraïbe refusent énergiquement et à l'unanimité cette mesure. Le Sommet de l'unité tenu à Cancún en février 2010 l'a exprimé résolument. Les leaders de la région l'ont directement communiqué au président nord-américain. Nous pouvons affirmer qu'aussi bien la répudiation exprimée vis-à-vis du blocus qu'à la Loi Helms-Burton identifie, comme peu de thèmes, le patrimoine politique de la région.

Des visions également manifestes ont été ratifiées par le Mouvement des pays non alignés, les Sommets ibéro-américains, les Sommets de l'Amérique latine et la Caraïbe avec l'Union Européenne, l'Union africaine, le Sommet du Groupe ACP et pratiquement par tout ensemble de nations qui se sont prononcées en faveur du droit international et du respect aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies.

Le consensus contre le blocus et en faveur d'un changement de politique envers Cuba est large et croissant dans la société nord-américaine et l'émigration cubaine dans ce pays. Des sondages récents démontrent que 71% des États-uniens préconisent la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis tandis que 64% des citoyens de ce pays et une proportion semblable des Cubains résidant au sud de la Floride s'opposent à l'interdiction de voyager à Cuba qui déroge aux droits de l'individu.

Monsieur le président,

Deux ans après la proclamation du président des États-Unis « d'un nouveau début avec Cuba» et comme pour d'autres thèmes, les faits confirment que rien n'a changé. Il n'a pas utilisé ses prérogatives étendues pour assouplir le blocus.

Les sanctions contre Cuba demeurent intactes et sont appliquées avec extrême rigueur. En 2010 le blocus économique s'est durci et ses retombées quotidiennes sont toujours évidentes sur tous les aspects de la vie à Cuba. Il entraîne des conséquences sérieuses notamment dans des domaines si sensibles pour la population comme celui de la santé et l'alimentation.

Les services ophtalmologiques cubains ne peuvent pas avoir recours à la thérapie thermique trans-pupillaire au moyen d'un microscope chirurgical pour le traitement de la tumeur rétinoblastome, c'est-à-dire, du cancer de la rétine, chez les enfants parce qu'ils leur est impossible d'acquérir l'équipement nécessaire à ce traitement. Ces équipements ne peuvent être achetés qu'à la compagnie nord-américaine Iris Medical Instruments. L'absence de cette technologie ne permet pas d'administrer un traitement contre la tumeur de la rétine afin de garder l'œil affecté.

Les enfants cubains ne peuvent pas avoir à leur disposition le Sevofluorane, médicament anesthésique général d'inhalation, considéré le plus avancé et efficace pour l'induction anesthésique infantile et cela parce qu'il est interdit à son fabricant, la compagnie nord-américaine Abbot, de le vendre à Cuba.



Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des affaires étrangères de Cuba

Il nous est également impossible d'acheter le scanner à cohérence optique pour des études de la rétine et du nerf optique de la firme allemande Carl Zeiss parce qu'il contient des composantes fournies par la compagnie nord-américaine Humphrey.

Les conditions onéreuses et discriminatoires prévalant pour l'achat de denrées alimentaires aux Nord-Américains, prétendument dans le cadre d'une exception humanitaire alors qu'elles transgressent toutes les règles du commerce international, ont eu des retombés sur la diminution radicale des opérations pendant la dernière année. Réalité qui porte préjudice non pas seulement à notre peuple mais aussi aux agriculteurs nord-américains. Si quelqu'un dans cette salle qualifiait à nouveau de « partenaire commercial » un pays auquel Cuba ne peut vendre ni une seule dose de médicament ni un gramme de nickel, il manquerait à la vérité.

Bien que Washington ait autorisé de manière sélective certains échanges culturels, universitaires et scientifiques, ils sont toujours soumis à des restrictions sévères. Des permis, des visas et d'autres autorisations ont été refusées empêchant de mener à bien des projets multiples. L'interdiction pour les artistes cubains de percevoir des rémunérations au titre de leurs prestations dans ce pays est peu connue.

La chasse aux biens et aux avoirs cubains, aux transferts de capitaux depuis et vers Cuba concernant des institutions ou des individus résidant dans notre pays, s'est intensifiée.

Les amendes imposés pendant cette dernière année par le Département du trésor et le Département de la justice à des organismes de leur pays ou européens [dépassent] au total les 800 millions de dollars.

Le gouvernement nord-américain, en une escalade évidente, s'est aussi approprié des transferts réalisés en monnaies de pays-tiers comme l'euro. La confiscation d'un transfert s'élevant à plus de 107 mille euros, appartenant à la compagnie Cubana de Aviación réalisé à travers Banco Popular Español depuis Madrid vers Moscou, a été du vrai vol.

Le dommage économique direct causé au peuple cubain par l'application du blocus ces cinquante années durant dépasse les 751 milliards de dollars, chiffre calculé à partir de la valeur actuelle de cette monnaie.

Monsieur le président,

Malgré le refus universel à l'égard de cette politique, des hauts fonctionnaires de ce gouvernement ont réitéré qu'elle restera invariable. Le 2 septembre dernier, le président Obama lui-même a ratifié les sanctions contre Cuba, évoquant le prétendu « intérêt national » des États-Unis. Pourtant, il est connu de tous que la Maison-Blanche continue de faire davantage attention aux « intérêts spéciaux », bien financés d'une minorité qui a fait de la politique contre Cuba une affaire très lucrative.

Il est évident que les USA n'ont pas la moindre intention d'éliminer le blocus. Il n'est même pas possible d'entrevoir la volonté de ce gouvernement de démanteler les aspects les plus irrationnels de ce qui constitue déjà l'ensemble de sanctions et de mesures économiques coercitives le plus

US IMPOSÉ À CUBA !



Le blocus économique, commercial et financier des États-Unis est un acte hostile et unilatéral qui doit prendre fin de manière unilatérale.

large et prolongé jamais mis en place contre un pays.

Au long de l'histoire, à chaque fois que les prétextes invoqués comme obstacles à la levée du blocus contre Cuba s'effondrent, ils sont remplacés par des nouvelles excuses afin de justifier le maintien d'une politique insoutenable à tout point de vue. Très récemment, le 19 octobre d'après plusieurs agences de presse, le président Obama a qualifié d'insuffisants les processus qui ont lieu à présent à Cuba. Il a conditionné tout nouveau pas à la mise en place de changements intérieurs qu'ils souhaiteraient voir dans notre pays.

Le président a tort lorsqu'il se croit dans le droit de qualifier et de s'immiscer dans les processus qui aujourd'hui ont lieu à Cuba. Il est regrettable qu'il soit si mal informé et conseillé.

Les transformations que nous entreprenons aujourd'hui répondent aux aspirations des Cubains et aux décisions souveraines de notre peuple. Elles cherchent à mettre à jour et rendre plus efficace notre modèle économique, perfectionner notre société, renforcer notre culture et développer notre socialisme. Elles ne se proposent pas de faire plaisir au gouvernement des USA ou de satisfaire à leurs intérêts, jusqu'à présents contraires à ceux du peuple cubain.

Pour la superpuissance tout ce qui ne conduira pas à l'établissement d'un régime subordonné à leurs intérêts sera toujours insuffisant. Or, cela n'arrivera jamais. Beaucoup de générations de Cubains ont consacré et consacrent leurs vies à la défense de la souveraineté et de l'indépendance de Cuba.

En outre, le gouvernement nord-américain a ignoré les diverses déclarations réalisées et les propositions présentées par le gouvernement cubain, en public ou privé, qui ratifient notre volonté de renouer un dialogue sérieux et constructif dans des conditions d'égalité et de total respect de notre indépendance.

Les nouveaux projets de coopération présentés en 2010 par le gouvernement cubain n'ont pas reçu de réponse. Ils visent à avancer dans des thèmes d'intérêt commun comme le combat contre le trafic de stupéfiants et le terrorisme, la protection de l'environnement, la prévention de désastres naturels et même la manière d'agir face à de possibles accidents dans l'exploitation pétrolière dans le golfe du Mexique. Une fois de plus l'on élude l'occasion de faire des progrès dans des domaines qui seraient bénéfiques aux deux peuples.

Au contraire, le gouvernement des USA a continué d'inclure Cuba dans des fausses listes y compris celle des États qui prétendument parrainent le terrorisme international. Liste fabriquée par le Département d'état pour qualifier le comportement d'autres nations. Ce pays n'a pas d'autorité morale pour dresser des listes pareilles dont il devrait sans cesse être à la tête. Et il n'existe pas une seule raison pour inclure Cuba dans aucune de ces listes.

Le gouvernement nord-américain maintient injustement incarcérés les cinq cubains combattants antiterroristes dont la cause a suscité la plus importante solidarité de la communauté internationale.

Cuba qui a été et continue d'être victime du terrorisme d'État réclame au gouvernement des USA de mettre fin au deux poids deux mesures et à l'impunité dont jouissent dans leur territoire les auteurs d'actes terroristes organisés sous la protection de la politique anti-cubaine de ce pays. Politique conçue pour nous déstabiliser, aux années 60, et qui a inclus le sabotage, le détournement, l'assassinat et l'agression armée. Y parvenir serait une véritable contribution à la lutte internationale contre ce fléau.

Monsieur le président,

Il est révoltant et insolite que la politique de blocus et de subversion des États-Unis contre Cuba soit toujours guidée par la logique du mémorandum du sous-secrétaire d'État adjoint Lester D. Mallory, rédigé le 6 avril 1960, rendu publique voilà quelques années dont je cite le texte : « La majorité des Cubains soutiennent Castro [...] Il n'existe pas d'opposition politique effective [...] Le seul moyen possible de lui faire perdre le soutien interne [au gouvernement] passe par le désenchantement et le découragement à travers l'insatisfaction économique et la pénurie [...] Tout moyen pour affaiblir la vie économique de Cuba doit être utilisé rapidement [...] refuser de faire crédit et d'approvisionner Cuba pour diminuer les salaires réels et monétaires dans le but de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement ». Fin de citation.

Il s'agit là d'une politique d'agression, cruelle et absolument contraire au droit international que ce gouvernement persiste à maintenir, sachant qu'elle est à l'origine de dommages, de souffrances et qui transgresse les droits humains de tout un peuple.

Ce n'est pas une question bilatérale telle que les représentants nord-américains ont l'habitude de se répéter. Son caractère extraterritorial marqué est fondé sur des lois nord-américaines. Il y a suffisamment d'exemples de l'application de mesures coercitives à l'encontre d'individus ou d'organismes dans des pays tiers.

Tenant compte de la nature et de l'ampleur du blocus, il peut être qualifié d'acte de génocide conformément à l'article II de la Convention de Genève de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, ainsi qu'un acte de guerre économique conformément à la Déclaration relative au droit de guerre maritime adopté en 1909.



La révolution Cubaine résiste et son exemple ouvre de nouveaux chemins aux autres peuples qui luttent pour leur libération



Les enfants cubains ne peuvent pas avoir à leur disposition le Sevofluorane, parce qu'il est interdit à son fabricant, la compagnie nord-américaine Abbot, de le vendre à Cuba.

Le blocus est un acte hostile et unilatéral qui doit prendre fin de manière unilatérale.

Une fois de plus et au nom du peuple cubain, je demande aux représentants de tous les pays réunis ici de voter en faveur du projet de résolution que j'ai l'honneur de présenter sous le titre de « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ».

Monsieur le président,

Nous, les Cubains, sommes fiers de notre œuvre. C'est grâce aux efforts consentis et aux sacrifices faits par les Cubains ainsi qu'à la volonté et l'engagement de leur gouvernement que cette guerre économique bien qu'elle cause des privations, ne nous fait pas regretter la perte de vies humaines et n'arrive pas à provoquer un dommage traumatique et généralisé chez notre population.

Malgré la persécution économique, principal obstacle au développement du pays et à l'élévation du niveau de vie du peuple, Cuba a atteint des résultats incontestables dans l'élimination de la pauvreté et de la faim ; dans les indicateurs de santé et d'éducation de référence mondiale ; dans la promotion de l'égalité entre les sexes ; dans la liberté et le bien-être équitable des Cubains ; dans le consensus social ; la participation démocratique des citoyens dans les décisions du pays ; la réparation des dommages, causés à l'environnement et dans le développement de la coopération internationale avec une centaine de pays du tiers-monde.

Voilà quelques semaines, Cuba a pu déclarer ici un niveau élevé et exceptionnel dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Les résultats atteints par Cuba sont encore une utopie pour une grande partie de la population de la planète.

Nous, les Cubains, envisageons notre destin historique avec optimisme, engagement et créativité. Nous sommes inspirés des sentiments de paix, de justice et de solidarité qui caractérisent notre peuple et de l'amitié avec laquelle le monde s'identifie avec notre île libre et rebelle.

Cuba sera toujours prête à entretenir des relations de paix et de respect avec les Etats-Unis comme celles qui l'unissent à l'immense majorité de la communauté internationale et à tout l'hémisphère.

Cuba ne renoncera jamais à dénoncer le blocus ni cessera de réclamer le droit légitime de son peuple à vivre et à travailler pour atteindre un développement socio-économique dans des conditions d'égalité en coopérant avec le reste des nations sans être soumis à un blocus économique ou des pressions extérieures.



Le président Barack Obama lui-même a ratifié les sanctions contre Cuba, évoquant le prétendu « intérêt national » des États-Unis.

Cuba remercie la communauté internationale pour la solidarité déterminée avec notre peuple dans la certitude qu'un jour justice sera faite et que cette résolution ne sera plus nécessaire.

Je vous remercie.

New York 26 octobre 2010

Argentine : l'année de tous les dangers

Par Estelle Leroy-Debiasi

Un an pour continuer à avancer, maintenir la stabilité politique et sociale, jusqu'au nouveau scrutin présidentiel prévu le 23 octobre 2011. C'est le défi de Cristina Fernandez de Kirchner, Présidente de la République argentine. Une nouvelle page de la vie politique s'ouvre après le décès de Nestor Kirchner.

A quelques mois des élections présidentielles, la disparition brutale de l'ancien président Nestor Kirchner, dont on pensait qu'il briguerait un nouveau mandat pour succéder à la Présidente en exercice Cristina Fernandez de Kirchner, rebat complètement les cartes.

Les prochains mois vont être semés d'embûches pour la Présidente Cristina Kirchner, pour mener à bien la politique entreprise depuis 2003. Une politique reposant sur un paradigme différent, en rupture avec ce qu'avait connu le pays jusque là : basée sur la demande, la création d'emploi, et le rôle de l'Etat dans la lutte contre l'exclusion, des relations différentes avec le FMI, la construction d'une politique régionale.... Avec de l'audace, mais aussi parfois en défiant les « grands » du pouvoir financier ... Tel fut le chemin de la reconstruction socio-économique d'un pays dévasté par le néolibéralisme.

Le mandat de Cristina Kirchner fut, ces derniers mois, déjà plus tourmenté que celui de son prédécesseur dans un pays qui a retrouvé des forces : les revendications des différents secteurs se sont faites plus présentes à travers une opposition de gauche constructive, mais aussi parfois comme pour les retentions à l'exportation avec une opposition ultra conservatrice, au service d'intérêts pas forcément nationaux. Mais la Présidente sut rebondir, créer avec sagacité son propre calendrier politique.



Cristina Fernandez de Kirchner, Présidente de la République argentine, une nouvelle page de la vie politique s'ouvre après le décès de son époux Nestor Kirchner.

Rassembler, maintenir stabilité et gouvernabilité du pays sont aujourd'hui les deux premiers objectifs. Eviter le chaos, préserver le bien commun. Or, les voix, d'une droite très conservatrice, s'élèvent déjà pour déstabiliser la présidente rappelant de façon insidieuse que Nestor Kirchner tirait toutes les ficelles derrière elle.

Une femme, une veuve, est-elle bien capable ? Ceux qui dénonçaient « les K » comme un système, le voit amputé donc incapable. C'est bien mal connaître la personnalité de Cristina Kirchner et ses compétences. Oui en effet, Nestor Kirchner était son conseiller le plus proche et avisé, et celui qui écartait les dangers. Oui, sa disparition crée un vide. Oui, Cristina Kirchner va devoir continuer son chemin sans son compagnon de lutte et de vie.

Un défi qu'elle relèvera sans doute, par sa capacité à combattre, son opiniâtreté dans l'adversité. Elle va garder son cap. Et faire taire les venimeux qui voudront établir un parallèle stupide entre elle et Evita. La comparaison s'arrête au genre et au statut matrimonial.

Aujourd'hui le pays voit en elle une veuve. Qu'il faut aider, soutenir, mais l'adhésion émotionnelle ne doit pas être un facteur d'affaiblissement du pays, au contraire. Car une partie de l'opposition, la plus archaïque, voit justement en cette veuve, une proie facile.

La Présidente argentine devra déjouer les trahisons, les coups bas des membres de son propre parti, le si complexe Parti Justicialiste. Divisé en deux grandes familles : le Frente para la Victoria, que représente les Kirchner, et Daniel Scoli... Et le PJ Federal qui regroupe des figures comme Carlos Menem, Eduardo Duhalde, Carlos Reutemann.

Sans omettre le jeu trouble de la très conservatrice et influente Eglise argentine. Qui malgré une oraison convenue dès hier – « aujourd'hui nous sommes là pour prier pour un de nos frères » accueillie au cri d' « hypocrite » dans la cathédrale- n'aura eu de cesse de participer à la déstabilisation du gouvernement ces derniers mois, mobilisant ses troupes -jusque les enfants des écoles catholiques- contre certaines réformes comme le mariage homosexuel, la contraception.... Une église dont le rôle pendant la dictature n'est pas encore soldée.

La déstabilisation peut aussi venir du dehors, enjeux géostratégiques et financiers aidant, les vieux démons sont toujours là : ces derniers mois l'Amérique Latine a été l'objet de plusieurs épisodes de ce type (Bolivie, Equateur, ...). L'Argentine doit s'en protéger.

Le gouvernement argentin doit donc continuer son chemin tant à l'intérieur du pays – éviter la surchauffe inflationniste, maîtriser la croissance tout en ne freinant pas le marché interne et l'emploi, maîtriser ses réserves de change, protéger la souveraineté nationale- qu'au niveau régional à travers l'Unasur et la défense de ses intérêts sur la scène internationale. Alors que le Brésil va justement connaître une nouvelle présidence.

Opposition comme parti au pouvoir ont 11 mois pour préparer l'avenir du pays avec des projets qui dépassent la simple échéance électorale, au service de cette notion d'intérêt commun qui doit rassembler un pays.

El Correo 28 octobre 2010

Décès de l'ancien président argentin Nestor Kirchner

Par Estelle Leroy-Debiasi

Nestor Kirchner a su redonner confiance au pays et foi en sa justice

Une grande perte pour un pays en reconstruction. Ressenti après l'annonce du décès de celui qui fut « un grand président pour la Nation » selon de nombreux témoignages. L'ancien président argentin Nestor Kirchner est décédé à 60 ans, époux de la présidente de la république Cristina Fernandez de Kirchner, il était actuellement secrétaire général de l'Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR), et président du Parti Justicialiste. « *Notre pays avait tant besoin de cet homme. Ce fut quelqu'un d'indispensable* », a déclaré la responsable des Grands mères de la Place de Mai, Estela de Carlotto, à l'annonce de son décès. Pourtant, quand il est arrivé au pouvoir en 2003, après une absence de second tour, Menem s'étant retiré, peu nombreux étaient ceux qui donnaient du crédit au « Pingoin ». Il présidera aux destinées du pays jusqu'en 2007.

Et sans dresser un bilan complet de son action, on ne peut omettre que Nestror Kichner fut l'artisan de deux éléments fondamentaux aux destinées de l'Argentine d'aujourd'hui.

Nestor Kirchner, pendant sa présidence, a largement participé à redonner confiance au peuple argentin, après l'épisode d'un pays en faillite ; il a su redonner à l'Argentine l'image d'un « pays sérieux », qui a relevé la tête et ses manches pour surmonter cette terrible crise de 2001 et l'amère potion que lui a fait avaler le FMI.



L'ex président Nestror Kichner fut l'artisan de deux éléments fondamentaux aux destinées de l'Argentine d'aujourd'hui.

Il faut retenir que ce fut l'homme qui a osé tenir tête au FMI. Le président Kirchner s'est montré très ferme sur la renégociation de la dette. Et d'ailleurs, il avait été salué par Joseph Stiglitz, prix Nobel de l'économie, sur la façon dont l'Argentine avait ferraillé avec le FMI et dont le pays s'était redressé sur le plan économique, et ce « *sans l'aide du FMI, avec une croissance de 5%* ». C'était en 2003. Depuis, l'Argentine oscille avec une croissance entre 7 et 8%. « *L'expérience argentine montre que nous avons besoin d'un autre système pour résoudre la situation des pays qui ne sont pas en mesure de payer la dette... L'Argentine a montré qu'on pouvait trouver d'autres voies* » avait alors conclu l'économiste.

L'autre élément fondamental : Nestor Kirchner a sur redonner foi en la justice : Il a fait des droits de l'homme et du refus de l'impunité un axe fort de sa politique. Il a demandé pardon au nom de l'Etat pour cette honte que tant d'atrocités aient été tues pendant 20 années de démocratie, remettant symboliquement à la municipalité de Buenos Aires le site de la sinistre Ecole de mécanique de la Marine (ESMA) pour qu'il soit reconverti en un musée de la Mémoire. Et surtout c'est sous son mandat que le Parlement argentin a aboli en 2003 les deux lois d'amnistie – du « Point final » et du « Devoir d'obéissance » (de 1986 1987 pendant l'administration du président radical Raul Alfonsin) qui avaient protégé les ex-tortionnaires de toute poursuite judiciaire. Une décision suivie par celle de la Cour suprême de justice en 2005, ce qui a permis de pouvoir ré-ouvrir ou d'ouvrir les procès et de traduire en justice les membres de la dictature, des procès qui permettent aujourd'hui à la justice argentine d'écrire une page nouvelle et fondamentale de jurisprudence en matière de droits de l'homme et de crime contre l'humanité.

El Correo 27 octobre 2010

Wall Street entre décadence et puérilité

La mort de Kirchner démontre la croisée des chemins.

Par Alfredo Zaiat *

La hausse démesurée des actions et obligations argentines sur la place de Wall Street le jour de la mort de Néstor Kirchner, avec un marché local sans transactions pour cause de jour férié pour le Recensement national, devrait solder le débat sur l'actuel cycle économique, ou du moins convoquer la réflexion analytique de certains référents de la pensée critique. Dans des circonstances exceptionnelles, comme le décès d'un leader politique, une attaque terroriste ou le résultat d'élections, le cap des affaires spéculatives est l'expression la plus authentique de la pensée et du sentiment profond du pouvoir économique.

Ce mouvement des cours est la réponse instinctive des propriétaires du capital devant des événements qui les secouent. C'est le plus authentique de leurs désirs cachés. Il n'y a pas de répression ni de barrières inhibitoires. Leurs réactions ressemblent à celles des enfants lâchés dans un parc d'attractions. Le principe du plaisir dans son expression maximale.

Face à la mort de Kirchner, les actions et les obligations n'ont pas baissé à cause de la peur qu'implique pour des entrepreneurs et des financiers, la perte de l'homme qui est le père du modèle qui leur a permis de comptabiliser dans leurs bilans des bénéfices croissants comme rarement auparavant. Elles n'ont pas baissé par l'incertitude qui pourrait marquer la sphère économique. Elles n'ont pas baissé par la forte secousse sociale qu'implique le décès du dirigeant de la principale force politique du pays. Le cours des actions et des obligations signe tranchant du moment, importe peu le cheminement des jours à venir. Seule compte à ce moment là, la nouvelle de sa mort. En ce moment là, les cours sont montés.

La hausse spéculative des prix des actions et des obligations fut, avec toute l'impudeur du capital, la façon de fêter la mort de Kirchner du coté du monde des affaires économiques. Cet accueil de la nouvelle montre comme aucun autre signe que le pouvoir économique est inconfortable dans la période politique et sociale présente. Qu'elle ne lui plaît pas, qu'il en préfère une autre et qu'il travaille avec enthousiasme à sa fin. Ce n'est pas un élément à sous estimer quand on établit les caractéristiques de la période inaugurée par Kirchner. Cette prise de position du pouvoir économique n'implique pas ce que le kirchnerisme fut et prétend être un courant de rupture avec le capital. Le trait essentiel de ce processus complexe et contradictoire est qu'il pose le défi de reconstruire

Suite à la page (16)

Charlemagne Péralte encore vivant parmi nous

«En vain sur une porte
fut crucifié Charlemagne Péralte
Et les cinq mille cacos
en vain donnèrent leur sang
par toutes leurs blessures»
Anthony Phelps

Par Frantz Latour

Ce 91ème anniversaire de l'assassinat de Charlemagne Péralte nous est encore plus douloureux en cette année d'occupation par des forces étrangères. En vérité c'est à nos yeux une autre mort de Péralte, une mort politique assurément, acceptée sans broncher, sans sourciller, par les politiciens véreux, les faux intellectuels, les candidats en mal de pouvoir et de biens mal acquis, les arrivistes et les parvenus de tous bords, la classe dominante, tous ceux-là qui n'ont pas arrêté de trahir la nation depuis le parricide en 1806. Ils ont toujours trahi la démocratie, le peuple haïtien, les choix populaires, comme Jean-Baptiste Conzé avait trahi Péralte en emmenant, ce soir fatidique, le second lieutenant Herman Hanneken, déguisé, pour abattre le leader de la résistance nationaliste.

Aujourd'hui, 1er novembre, nous saluons la mémoire de ce héros de lignée révolutionnaire dessalinienne mort au champ d'honneur, mort en défendant l'honneur du sol haïtien souillé par les yankees. Une autre fois, 91 ans plus tard, Péralte aura été crucifié par une macouto-bourgeoisie et une petite bourgeoisie égarées, égarées par leur égoïsme et leurs intérêts de classe, également *egare devan Blan je vèt* pourvoyeur de billets verts.

En ce douloureux anniversaire, à l'heure où nombre d'intellectuels ont démissionné, à l'heure où le peuple des quartiers populaires n'en peut plus sous des tentes de fortune, délaissé et méprisé par une camarilla de gros nègres et petits nègres servilement à genoux devant l'occupant, la communauté internationale et «*le dieu-papier à l'effigie de Washington*»r, nous nous inclinons bien bas devant la mémoire de Charlemagne Péralte au nom duquel plus d'un ne pourront plus jamais parler, car ils ont démérité du souvenir de ce démiurge de la race, de ce patriote de très grand courage qui s'est mis debout dans ses bottes d'héroïsme pour que vive la patrie, pour ne pas démériter de la geste de 1804, pour ne pas démériter des peuples en lutte, pour ne pas démériter de l'héritage de lutte du peuple haïtien depuis les temps lointains des nègres marrons.

Honorons la mémoire de ce grand soldat nationaliste qui a combattu l'occupant les armes à la main pour ne pas démériter de l'Histoire, lui qui écrivant au consul anglais alors accrédité à Port-au-Prince, parlait d'«*une petite nation qui fait des efforts pour sauver son drapeau et son territoire de l'ambition d'une nation accapareuse...*».

Aujourd'hui, ceux-là qui sont au pouvoir, ceux-là qui jouissent de richesses mal acquises font tout pour enfoncer davantage la nation dans la boue de leur honteuse trahison et laisser toute la souveraineté nationale à «*l'ambition d'une nation accapareuse*»

Avec ferveur, disons qu'il faudrait qu'une grande clameur de reconnaissance monte de tous les coins du pays, du Plateau Central et du Nord où Péralte avait vaillamment combattu jusqu'à l'extrême pointe de Tiburon ; une immense clameur grossie du tumulte des cris de deuil en provenance de tout le sud du pays, une longue clameur qui irait s'étalant sur toute la Grande Anse pour être reprise par Petit Goave, Grand-Goâve, Jacmel, Port-au-Prince et qu'alimenteraient les courants favorables au-dessus du massif de la Selle, le long de la chaîne des Matheux, des courants de revendication de notre souveraineté qui donneraient la main du courage et de l'honneur aux mornes des Cahos pour crier à bas tous les traîtres! A bas tous les Conzé de connivence avec le caïman étoilé et les loups onusiens derrière leurs masques d'agents de stabilisation et de paix.

Une clameur montant également de l'extrême pointe de la Floride pour être portée jusque sur la côte est des Etats-Unis. Il s'y ajouterait les cris de désespoir des opprimés de l'Amérique ibéro-indienne, les revendications des populations d'Amérique centrale encore décimées par les violences de l'extrême droite. Il faudrait que cet immense nuage de radioactivité libertaire et revendicatrice des peuples atteigne enfin les repaires des exploiteurs et des assassins en faux-col pour crier: à bas les traîtres! A bas les domestiques des forces de ténèbres et de malheur! A bas les vendeurs de patrie! A bas les hommes sans aveu à genoux aux pieds de l'étranger, fascinés par l'aigle impérial, l'hydre impérialiste; fascinés par sa force brute à vaincre sans péril, à triompher sans gloire des petits et moyens pays! A bas tous les Conzé, mulâtres *poban* et nègres *ti zòrèy* !



Charlemagne Péralte ne mourra jamais

Aujourd'hui, 1er novembre, douloureux anniversaire de l'ignominie Conzéenne, douloureux anniversaire pour tous les hommes et toutes les femmes conscients, conscientes de l'idée de souveraineté nationale, nous saluons la mémoire de Charlemagne Péralte, lui qui avait tenu si haut le flambeau de la dignité nationale. Nous saluons le souvenir de ce dieu de la liberté du peuple haïtien, ce dieu du courage et de l'honneur. Nous l'accueillons dans la demeure de la reconnaissance nationale, avec les trois gouttes rituelles, pour que vive la détermination du peuple haïtien à retrouver le chemin de la liberté et de sa souveraineté, «*pour que refleurisse le maïs de la fierté des hommes et des femmes qui ont tissé leur avenir au métier de la plus belle espérance, pour que ne meure pas la vie*».

Comme Jean-Jacques Dessalines, Claire Heureuse, Victoria Montou, Acaau, Sandino, Martí, Fanon, Camilo Cienfuegos, Camilo Torres, Che Guevara, Thomas Sankara, Jean-Jacques Dessalines Ambroise, Jacques Roumain, Jacques Alexis, Yanick Rigaud, Celia Sanchez, Paul Laraque, eux qui nous ont montré la voie, Péralte ne mourra jamais. Il restera toujours de lui cette flamme du courage et de l'honneur qui alimentera la résistance du peuple haïtien dont la proverbiale longanimité survivra à tous les malheurs que lui auront causés les vendeurs de pays et les traîtres à la nation. Que vive à jamais la mémoire de Charlemagne Péralte !

En Birmanie, la junte militaire emprisonne pour préparer les élections

Par RÉMY FAVRE, RANGOON

Depuis deux ans, le régime birman écarte de la société tous ceux qui pourraient nuire aux élections prévues la semaine prochaine. Plus de deux milles personnes sont détenues pour des raisons politiques.

Dans sa voiture déglinguée, Win* parle tellement qu'il oublie de zigzaguer pour éviter les nids-de-poule. « *Je suis certain que nous ne sommes pas suivis*», assure le jeune homme en jetant un coup d'oeil dans le rétroviseur intérieur de son utilitaire bleu. Déjà cabossé, son véhicule grince plaintivement sur la route qui mène à Insein, un quartier de Rangoon. C'est ce secteur nord de la plus grande ville de Birmanie qui abrite la plus importante prison du pays. Win y a été incarcéré pour des raisons politiques à deux reprises. Il a été libéré en septembre 2009. «*Ma cellule était très petite, dix pieds sur huit [3 m sur 2,5 m], se rappelle-t-il. Il n'y avait pas d'eau. Je m'essuyais avec un longyi [la jupe traditionnelle birmane]. Je faisais mes besoins dans un sac en plastique que des prisonniers de droit commun changeaient deux fois par jour.*»

La presse birmane en exil a calculé que les prisons de Birmanie ne comptaient qu'un médecin pour 7300 détenus1. Prudent, Win ralentit mais n'arrête pas son véhicule devant l'entrée de la prison d'Insein. «*Il y a des policiers en civil. Ils me connaissent tous* », ironise-t-il, tout sourire. Très loin derrière les barricades, les bâtiments du complexe carcéral, invisibles, où Win a été torturé. «*Ils m'ont interrogé trois jours et trois nuits, se souvient-il. J'avais à peine de quoi manger. J'étais assis. Si je m'endormais, je tombais à terre. Et ils me battaient. A la fin de cet interrogatoire, je ne pouvais plus marcher.*» Ses tortionnaires espéraient obtenir de lui les noms des camarades qui avaient encadré avec lui les manifestations démocratiques de 1996 ainsi que celles de septembre 2007. A cette époque, des milliers de moines, rapidement rejoints par des centaines de milliers de citoyens, protestaient dans les rues du pays contre la vie chère. D'abord surprise par ce soulèvement pacifique, la junte birmane a mis fin au mouvement en mitraillant les cortèges. Officiellement, la répression a fait treize morts.

Cahin-caha, le tacot de l'ancien détenu sillonne les rues d'Insein, Win fait demi-tour. Win s'engage dans des impasses. Win emprunte d'étroites allées. Rien n'y fait, lui et le visiteur de passage ne peuvent apercevoir les bâtiments de la geôle. Pas question de s'approcher de l'entrée du complexe carcéral d'Insein, hautement gardé. «*Le gouvernement ne veut pas que les gens voient la prison parce que les détenus travaillent très dur, croit-il savoir. Ils sont maigres.*»

Les neuf années que ce jeune homme politique a passées derrière les barreaux ont consumé sa vie à petit feu. Sa femme l'a quitté. Il n'a plus de travail. Mais cette expérience n'a pas émoussé sa conscience politique. A l'approche des élections, il encadre un groupe d'une trentaine de jeunes qui observeront en catimini le scrutin du 7 novembre et tenteront de rapporter les irrégularités à la presse. «*Ma peur a diminué, confie Win, après réflexion. Les militaires pensent effrayer en réprimant. Mais c'est le contraire.*»

De rares espaces de liberté

D'après l'Association d'assistance aux prisonniers politiques [2], 2193 personnes sont aujourd'hui détenues pour des raisons politiques en Birmanie. Le chiffre a doublé en trois ans. Certains dissidents ont été condamnés à des peines dépassant le siècle, comme s'ils devaient encore purger de prétendues fautes après leur mort. Le régime totalitaire espère ainsi écarter de la société ceux qui pourraient troubler les élections, les premières depuis vingt ans. Et effrayer ceux tentés par la contestation. Il assure que ce scrutin est une étape dans un processus de démocratisation discipliné. Divisée, l'opposition ne se fait



Le régime birman écarte de la société tous ceux qui pourraient nuire aux élections prévues la semaine prochaine

aucune illusion. Elle n'y voit qu'un stratagème pour légitimer le pouvoir des militaires.

Enfermé dans une cellule au pied de l'Himalaya, à plus de 1200 km au nord de Rangoon, Zaganar continue à rédiger des parodies politiques et à critiquer ses oppresseurs. Cet humoriste, le plus connu du pays, a été emprisonné pour la quatrième fois il y a deux ans pour avoir donné des interviews à la BBC. « *Il écrit ses sketches en prison, il m'en donne des copies et je répète ses farces sur les radios birmanes*», confie sa belle-soeur, qui lui rend visite tous les deux mois. Au parloir, six policiers notent tout ce qu'elle dit. D'autres la suivent étroitement dans les rues de Rangoon où elle réside. «*Je me suis fâchée avec eux. Depuis, ils me laissent tranquille*», se réjouit cette femme courageuse.

En prison, les détenus politiques inventent des tas d'astuces pour poursuivre la lutte. Ils ont des radios et du papier. «*Les gardes nous apportaient cela en échange d'un paquet de cheeroots*», explique Nay*, en allumant un de ces cigares birmans. Lui est sorti de prison en septembre 2009 après avoir purgé une peine de plus de vingt ans. Il était l'un des leaders des manifestations de 1988. Dans le quartier des détenus politiques d'Insein, Nay rédigeait un bulletin d'informations hebdomadaire qu'il distribuait en douce. Il cachait ses cahiers et son transistor dans un trou creusé dans le sol de sa cellule. En 1996, il a écrit sur un morceau de sac en plastique à Aung San Suu Kyi, alors libre, pour lui demander de transmettre une liste de revendications aux Nations Unies. Ce qu'a fait la célèbre opposante, Prix Nobel de la paix 1991. Des gardiens corrompus ont fermé les yeux sur cette correspondance interdite. Alerté par ce biais, le Comité international de la Croix-Rouge a commencé à visiter les geôles birmanes. Quelques années plus tard, les conditions de détention se sont améliorées. Les détenus politiques ont maintenant accès aux journaux, certes censurés. Mais ces petites combines ont été découvertes par l'administration pénitentiaire. «*Un prisonnier politique à qui l'on a promis une remise de peine m'a dénoncé,* se rappelle Nay. *Il n'a pas eu de remise de peine et j'ai été condamné à sept ans de prison supplémentaires.*»

La junte n'est pas autiste

A vingt minutes de taxi au nord du centre-ville de Rangoon, le calme du lac Inya attire des amoureux, enlacés sous des ombrelles. La résidence d'Aung San Suu Kyi donne sur ce plan d'eau agréable. Elle y est incarcérée depuis 2003. L'an dernier, un Américain mormon s'est mystérieusement introduit à la nage chez elle, enfreignant les règles de l'assignation à résidence de la dissidente. Malchance pour elle? Coup monté? «*Un retraité du Ministère birman des affaires étrangères m'a dit que beaucoup d'ambassades de Birmanie avaient reçu instruction de délivrer un visa à une personne dont la description correspond à celle de cet Américain*», précise avec malice U Kyi Win, un des avocats d'Aung San Suu Kyi. Jugée en août 2009, elle a été condamnée à dix-huit mois supplémentaires de résidence surveillée.

Avocat condamné

Confiné dans son cabinet obscur, l'avocat de «La Dame», 78 ans, a déjà écrit une poignée de lettres au Conseil des ministres de Birmanie pour expliquer que la détention de sa cliente Aung San Suu Kyi était illégale, car sans base juridique. La Cour suprême a accepté mercredi 20 octobre de se saisir du dossier. «*Personne ne s'y attendait, se réjouit le vieil homme. Je démontre que la restriction des droits de ma cliente est illégale. J'expose cela au pays et au monde entier. Cela est utile.*» Car cela fait parler. Et la junte n'est pas autiste. Les diplomates peuvent négocier. Le Bureau international du travail a par exemple obtenu la libération de quinze activistes sur les neuf premiers mois de l'année. Ces personnes enquêtaient de trop près sur le travail forcé en Birmanie.

Reste que l'exercice du métier d'avocat demeure risqué. Depuis vingt-sept ans, U Aung Thein défend des activistes politiques. Actuellement, il a seize affaires en cours. De volumineux dossiers s'entassent sur son bureau désordonné au centre-ville de Rangoon. «*Généralement, nous n'avons pas assez de temps pour consulter nos clients, détaille-t-il. Les audiences ne sont pas publiques. Même les proches des suspects n'ont pas le droit d'y assister.*» Lui-même a été condamné à quatre mois ferme pour avoir mis en doute l'intégrité du système judiciaire birman devant des juges. Sa licence d'avocat a été annulée. U Aung Thein n'accepte pas ce musellement. Désormais, il bûche ses dossiers à son cabinet et il transmet ses plaidoiries à des confrères qui les prononcent pour lui. La ruse est encore efficace pour titiller la junte.

Note : *Prénoms fictifs.
1 www.irrawaddy.org/article.php?art_id =17493
2 www.aappb.org/

Le Courrier 30 Octobre 2010

Blocus contre Cuba : États-Unis et Israël : enfin seuls?

Par Guillermo Alvarado

Les pressions de toute sorte exercées par les États-Unis, ne lui ont pourtant assuré que l'appui d'Israël, au vote de ce mardi à l'ONU contre le blocus économique, commercial et financier imposée à Cuba, qui a été rejeté par une large majorité.

Cette fois-ci, et contrairement à ce qui est arrivé durant ces 10 dernières années, même pas les îles Marshall ou Palau, des pays minuscules du Pacifique, trop dépendants de leurs « bonnes relations avec Washington » n'ont pas suivi la caravane de la Maison Blanche.

Il est significatif que ces deux nations, aient opté pour l'abstention, position adoptée habituellement par la Micronésie et qui peut être considérée comme courageuse, surtout si l'on tient compte du fait que leur souveraineté est très limitée et leurs options dans l'arène internationale très étroites.

Il est bien connu que les pays insulaires ont fait partie de ce qui était appelé le Territoire en fidéicommis des îles du Pacifique, un statut créé pour masquer le contrôle exercé par les Etats-Unis dans cette région de la planète après la seconde guerre mondiale.

Le fidéicommis a formellement pris fin en 1986 lorsqu'il a été remplacé par un Traité de Libre association de Micronésie, Marshall et Palau avec les Etats-Unis. Dans les années 90, l'ONU a reconnu ces petits pays et les a incorporés à son système de nations, même si, au lieu d'une souveraineté, ils ne jouissent que d'une autonomie très restreinte.

Leur économie est totalement dépendante de l'aide des États-Unis qui ont un contrôle strict sur quelques zones. Tel est le cas de l'atoll de Kwajalein, qui pendant de longues années a été un polygone d'essai du Pentagone pour divers types de missiles. À l'heure actuelle il y existe un puissant système de radars.

L'accès à cet endroit, faisant partie des îles Marshall est interdit à toute personne à l'exception des militaires étasuniens.

Washington a imposé à cet archipel un contrat de location d'une portion de son territoire, en vigueur jusqu'en 2016. De fortes pressions sont exercées en ce moment pour le proroger jusqu'en 2086, ce à quoi s'oppose la grande majorité de sa population.

Palau, quant à lui, a à peine 20 000 habitants. Il est devenu un centre financier international, une de ces places appelées "off shore", qui sont très souvent l'endroit idéal pour des opérations de blanchiment d'argent, à cause essentiellement de la faiblesse de sa législation et de ses institutions.

La Micronésie a parmi ses activités économiques les plus importantes, la pêche et les dérivés de la palme de coco, ainsi qu'une industrie touristique qui fait ses premiers pas. Les deux tiers de ses revenus viennent des Etats-Unis, grâce à des traités ou des dons. Sa dépendance est donc quasi totale.

Malgré tout cela, ces trois pays ont décidé de conserver un peu leur dignité et ont refusé de voter aux cotés des États-Unis, qui est resté plus isolé que jamais auparavant. Seul Israël a voté à leurs cotés.

Le dicton espagnol qui dit Dieu les élève et le diable les rassemble, qui est un peu l'équivalent du proverbe français: Qui se ressemble s'assemble ne s'adapte point dans ce cas. Nul n'est coupable que ces deux pays partagent un code génétique identique, caractérisé par l'arrogance, l'irrationalité et la méchanceté innée. Leur solitude sera infinie, à moins que leurs contradictions et leurs modes de vie ne les transforment comme le Macondo, de García Marquez, en une spirale de décombres et de poussière.

CSL 28 octobre 2010

Au rythme du pacemaker (1ère partie)

Par Dòk Fanfan

Rappel de la fonction électrique du coeur

Le cœur fonctionne tout seul. C'est un muscle, qui se stimule de manière autonome grâce à son propre circuit électrique qui permet de coordonner les contractions des oreillettes et des ventricules, et qui permet donc au sang d'être pompé et expulsé à raison de 60 à 80 pulsations par minute.

Normalement, l'influx électrique débute dans l'oreillette droite (au niveau des deux petits disques représentés dans la Fig. 2), passe au «faisceau de Hiss» (les deux longues lignes centrales, verticales et un peu obliques, entre les deux ventricules [Fig. 2]) pour se ramifier dans le muscle cardiaque à travers un réseau de fines fibres constituant le circuit électrique innervant le muscle cardiaque dont il assure les contractions. C'est cet influx électrique permanent qui est capté et converti en tracé d'électrocardiogramme.

Les troubles du rythme cardiaque en bref

Les anomalies dans la succession des pulsations constituent les troubles du rythme cardiaque. Quand le coeur bat trop vite, on parle de **tachycardie**, plus de 100 pulsations/minute. Quand le coeur bat trop lentement, il s'agit de **bradycardie**: battements en dessous de 60/min. Dans les deux cas, le rythme cardiaque est régulier.

Il y a **arythmie** quand le rythme cardiaque est irrégulier avec une alternance entre des pulsations plus faibles et des pulsations plus fortes

Une **tachy-arythmie** est une combinaison de pouls rapide et irrégulier. Une **brady-arythmie** est une combinaison de pouls trop lent et irrégulier.

Certains troubles prennent leur origine dans l'oreillette, ainsi **la fibrillation auriculaire:** elle entraîne une mauvaise contraction des oreillettes provoquant une stagnation du sang formation de caillots qui peuvent se détacher et aller bloquer les petites artères du cerveau et provoquer un accident vasculaire cérébral (*stroke*).

D'autres troubles se produisent dans les ventricules, ainsi la fibrillation ventriculaire, principale cause de mort subite chez l'adulte. C'est une **urgence médicale**. Il faut utiliser un défibrillateur ou faire un massage cardiaque.



Fig. 1. Un stimulateur cardiaque et sa sonde. Moins que la moitié de la paume de la main

Le pacemaker (stimulateur cardiaque)

Comme son nom l'indique, le stimulateur cardiaque ou pacemaker (Fig. 1) est un petit appareil qui **sert à stimuler les battements du cœur.** En cas de défaillance des battements automatiques du cœur, il est implanté dans l'organisme pour suppléer aux fonctions déficientes du cœur. Le stimulateur cardiaque n'entre en action que si le rythme cardiaque devient inférieur à un seuil de référence (dans la plupart des cas, 60 battements par minute). Certains stimulateurs sont dotés d'une mémoire qui permet d'enregistrer les informations sur son fonctionnement.

Le stimulateur cardiaque est composé de deux parties : le boîtier et les sondes**.**

1. Le **boîtier** est un petit appareil rond de quelques centimètres de diamètre (maximum 10 cm), bourré d'électronique et implanté sous la peau, au niveau de la clavicule. Il renferme une pile au lithium qui lui assure son énergie, ainsi qu'un système de détection de l'activité électrique du cœur qui lui permet de fonctionner en cas de défaillance, en mode sentinelle : lorsque le cœur bat trop lentement, l'appareil se met en service.

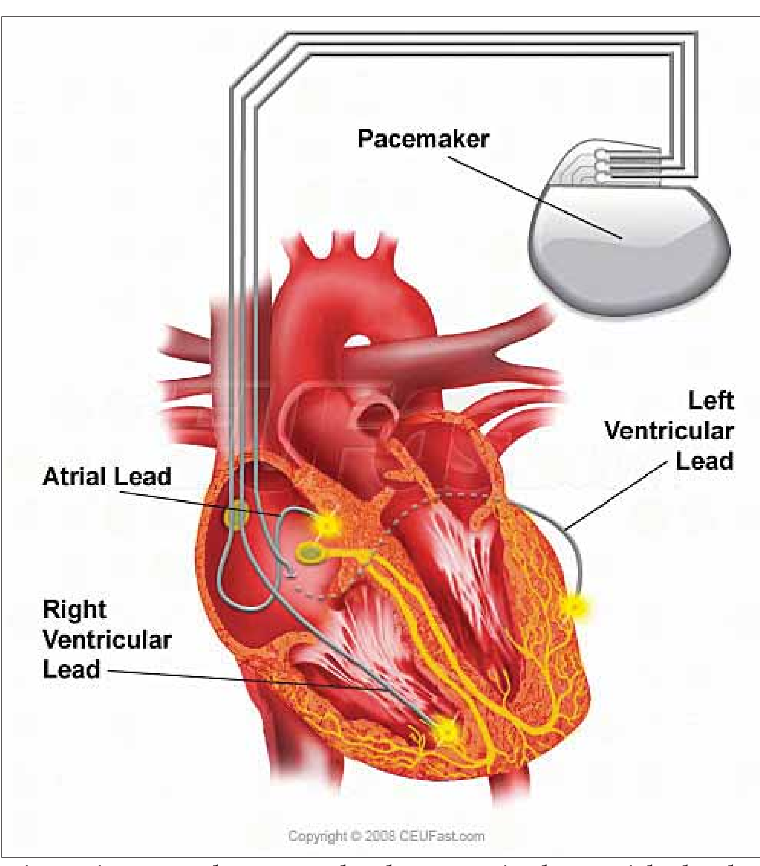


Fig. 2. Diagramme d'un pacemaker de type « stimulateur triple chambre ou bi-ventriculaire». Des trois sondes (*leads*), l'une s'en va dans l'oreillette droite (*atrial lead*), la deuxième (*right ventricular lead*) dans le ventricule droit et la troisième (*left ventricular lead*) dans le ventricule gauche. Noter le réseau très ramifié du circuit de conduction électrique dans l'épaisseur du muscle cardiaque. Le diagramme montre un cœur qui a été sectionné verticalement, exposant les cavités cardiaques.
NB. Le cœur est vu de face: ce qui est à droite sur le patient est à gauche sur le diagramme

Il contient aussi tout un système de mesures qui permet de connaître la résistance des sondes, la charge de la pile et toutes les statistiques de fonctionnement. Il possède enfin une minuscule antenne pour communiquer les données vers un dispositif externe. Certains modèles de boîtiers comportent également des capteurs qui permettent d'accélérer la fréquence cardiaque du patient, en cas de besoin.

2. Les **sondes** (*leads*, en anglais) sont des électrodes souples reliant le boîtier aux cavités du coeur. Elles passent par les veines. Le boîtier peut être connecté à une seule sonde (on parle de pile monochambre [Fig. 1]), à deux sondes (pile double chambre), ou à trois sondes (stimulateur triple chambre ou bi-ventriculaire) dans les cas d'insuffisances cardiaques.

Dans le cas d'un stimulateur à une seule sonde, celle-ci stimule le ventricule droit. Lorsqu'il y a deux sondes, elles stimulent l'oreillette et le ventricule droits. Dans le cas d'un stimulateur à trois sondes, la troisième est implantée par le sinus coronaire, en contact avec le ventricule gauche. Certains stimulateurs sont dotés d'une mémoire qui permet d'enregistrer les informations sur son fonctionnement.

L'appareil peut aussi avoir une **fonction de défibrillation** délivrant des chocs électriques au besoin, dans le cas de troubles du rythme rapides graves, notamment en cas d'insuffisance cardiaque.

Indications du pacemaker

1. **La bradycardie**. Un pacemaker (ou stimulateur cardiaque ou «pile cardiaque») doit être posé lorsque le cœur est trop lent (bradycardie), ou lorsqu'il fait des pauses. Cela peut provenir du vieillissement naturel du cœur ou de différentes maladies, que ce soient des malformations congénitales, des blocs auriculo-ventriculaires, des cardiomyopathies, des rétrécissements aortiques ou des suites d'infarctus.

Les battements trop lents du cœur provoquent différents symptômes : une fatigue récurrente, des malaises, des pertes de connaissance, voire une insuffisance cardiaque.

2. **L'insuffisance cardiaque** (fonction déficiente de pompe du cœur). Lorsque la synchronisation se fait mal entre les différentes parois du muscle cardiaque, les médecins peuvent être amenés à poser un stimulateur cardiaque à trois sondes (dont l'une ira dans le ventricule gauche) avec éventuellement une fonction de défibrillateur. Il permettra alors de resynchroniser les mouvements du cœur.

Durée de vie du pacemaker

Lorsque le cœur fonctionne à peu près normalement, spontanément, le stimulateur n'est pas trop souvent sollicité. À l'inverse, lorsqu'il doit souvent suppléer la fonction déficiente du muscle cardiaque, il s'use plus rapidement. **En moyenne, le boîtier doit être remplacé tous les huit ans environ**, la pile au lithium s'épuisant progressivement dans le boîtier.

Les sondes, elles, ont une durée de vie beaucoup plus longue quoiqu'elles **bougent tout le temps**, en même temps que bat le cœur. C'est-à-dire **en moyenne 70 fois par minute**. Calculez vous-même : en 24 heures, il y a 1 440 minutes. En dix ans, cela fait beaucoup de mouvements. On peut donc dire qu'elles sont très résistantes.

Suite de la page (4)

humaines en l'espace des 29 et 30 septembre 1991 jusqu'à 15 Octobre 1994. Au contraire, ils ont menti, en disant que l'OEA, après leur révocation par Namphy, allait les rétablir à leur poste au palais national. Mais, étant de bons patriotes, ils auraient refusé, tandis que Aristide s'aventurait dans une partie de bras de fer pour reprendre le pouvoir. Or, ce sont ces gens qui ont toujours sollicité du peuple haïtien le suffrage universel pour diriger le pays !

Le peuple doit savoir qui sont ces gens-là ! Mirlande Manigat est prête à faire alliance avec le diable pour escalader le pouvoir le 28 novembre 2010, tout comme Leslie sur les cadavres de la ruelle Vaillant était entré au palais national.

Le pouvoir de Port-au-Prince, aujourd'hui, est prêt à tout faire pour empêcher que la justice brille. Aujourd'hui, on doit se rendre à l'évidence que Préval sait que Jude ne peut gagner les élections, que le peuple est prêt à se battre pour empêcher sa nomination. Le seul recours : la violence, là encore la baïonnette ne peut être l'arme salvatrice quand la conscience populaire s'éveille à la lutte pour exiger justice et beaucoup plus de dignité.

Les élections du 28 novembre auront-elles lieu effectivement ? Les mauvais larrons auront-ils la chance de s'accaparer du pouvoir pour continuer à en faire un instrument de violence, de domination, d'exploitation et de paupérisation ?

La donne de la conjoncture d'aujourd'hui invite à la réflexion à la bonne réflexion pour faire le bon choix.

Suite de la page (17)

était aussi secrétaire général de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) en chantant l'Ave Maria, pour l'émotion de Cristina.

Etaient également présentes à cette veillée funèbre les Mères de la place de Mai. Des dizaines de milliers de citoyens portaient des cierges, des drapeaux et des fleurs en défilant devant la dépouille d'un homme qui entre de plein droit dans l'histoire pour avoir défendu la cause de l'intégration et les intérêts des peuples de notre Amérique. On se rappelle qu'au 4ème Sommet des Amériques de Mar del Plata, Kirchner qui était alors président, a contribué à enterrer définitivement l'Accord de libre échange des Amériques (ALCA).

Les présidents du Venezuela, Hugo Chavez ; de Bolivie, Evo Morales ; d'Equateur, Rafael Correa ; du Chili, Sebastian Piñera ; d'Uruguay, José Mujica et de Colombie, Juan Manuel Santos, sont venus témoigner à Cristina Fernandez de leur douleur et de leur solidarité.

Etaient aussi présents les chefs d'Etat du Paraguay, Fernando Lugo, du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, ainsi que la grande figure politique colombienne Piedad Cordova, entr' autres.

Le légendaire footballeur Diego Armando Maradona est aussi entré dans la chapelle ardente et a embrassé la présidente Cristina Fernandez de Kirchner, sous les applaudissements de la foule.

Les funérailles s'achèveront ce vendredi matin et le corps sera immédiatement transféré dans la ville australe de Rio Gallegos où il sera inhumé. (SE)

L'ambassade d'Argentine à Cuba a informé qu'un livre de condoléances sera ouvert ce vendredi et le lundi premier novembre au siège de la maison diplomatique, rue 36, N° 511, entre la 5ème et la 7ème avenue, dans le quartier havanais de Miramar.

Suite de la page (5)

mettre fin à cette logique capitaliste mortifère ? Mais s'il n'y a plus de faim, plus de misère, *enben* il n'y aura plus d'envolée, plus de dénonciation, plus d'analyse. C'est simple, alors prends ton sang, vieux, *pran san w*.

Le sommet du G8 qui s'est tenu à L'Aquila, en Italie du 8 au 10 juillet 2009 s'était empressé d'inclure le thème de la faim à son ordre du jour. Ces huit comparses s'étaient promis de faire ci et ça, ça et ci, soi-disant pour «*promouvoir des politiques réellement émancipatrices en matière de souveraineté alimentaire*». *Ou tande bèf…* S'il n'y avait pas la faim, la misère, le malheur et ses dents *griyen*, il n'y aurait pas de G8 pour aller faire du cinéma gratis en Italie, il n'y aurait pas de *sekretè* pour essuyer les bananes importées du Guatemala, il n'y aurait plus de bons journalistes pour rappeler le coup d'Etat contre Jacobo Arbenz, les connivences washingtoniennes, la perfidie d'Allen Dulles (principal actionnaire de la United Fruit) sans oublier ses opérations secrètes CIAesques qui l'ont impliqué dans le coup contre Mossadegh en 1953 et l'assassinat de Lumumba en 1961. Vois-tu, vieux : la misère, la pauvreté, les voyous en faux-col, les coups d'Etat, les salauds des coups tordus, les G8, les fabricants de V8, *lajan mennen lajan*, tout s'enchaîne. Donc, prends ton sang, vieux, *pran san w*.

Mais laisse-moi te dire aussi, vieux, pendant que journalistes, analystes, éditorialistes, moralistes, artistes, inspirationnistes, touristes, voyeuristes puisent à la source même de la misère humaine pour que continue de tourner la roue du statu quo , pendant que toi, camarade, tu prends ton sang, fais quand même attention, surveille tes os, *veye zo w*, car le peuple, lui, finira un jour par prendre son fusil parce que les G8, les FMI, les CIA, les Clinton, les Préval, les candidats assoiffés de pouvoir lui ont suffisamment pris son sang comme ça.

Wall Street entre décadence et puérilité

Suite à la page (12)

une autre forme de capitalisme dans le pays. Semblable au modèle de développement national qui a marqué l'Argentine dès 1945 jusqu'à son interruption abrupte avec le plan de la dictature de 1976, ou à ceux qui dans d'autres parties du monde ont permis de générer une densité locale générant une industrie vigoureuse et un bien-être général.

L'alternative dans la sphère économique s'ouvre alors entre les fractions du capital qui aspirent à un retour aux sources néolibérales maquillées au goût du jour et un projet qui abrite en lui des ruptures et continuités, nécessaires à une coalition sociale qui aspire à approfondir les changements. L'augmentation violente des cours des actions argentines à Wall Street est une demande claire pour le retour à la décennie des années quatre-vingt-dix. En ce moment, des économistes de l'establishment ont commencé à établir la nécessité de changements, d'un meilleur dialogue avec les entreprises. Cette demande s'avère paradoxale parce qu'ils affirment que Kirchner et Cristina Fernández n'ont pas profité durant ces années d'une période exceptionnelle pour diriger des transformations structurelles qui, assurent- ils, pourraient commencer à modifier des aspects basiques de l'économie argentine. Précisément quand ce changement est amorcé, les forces conservatrices laissent tomber sur ces initiatives toute la force de leur pouvoir.

En réalité, le capital le plus concentré ne veut pas, ni n'est intéressé à partager l'expérience de la construction d' un sentier économique d'inclusion sociale. En revanche, ils demandent un contrôle plus strict des augmentations salariales, la réduction de la dépense publique et la restriction de l'émission de monnaie. Tous les représentants des principales chambres des entrepreneurs sont associés dans la demande d'une intervention minimale de l'État. Cette attitude passive du secteur public, ils la proposent aussi pour le taux de change pour permettre une appréciation de la monnaie pour geler les prix et aussi comme organisateur économique. Ceci est l'une des clés de l'alternative.

L'extraordinaire cycle de croissance tient aux conditions mondiales favorables, facteur notable, mais plus encore, c' est le schéma d'appropriation de la rente agraire par des rétentions aux exportations et à la détermination de cette façon du taux de change différentiel. Cette stratégie a permis le transfert de ressources pour la réindustrialisation et a généré des excédents fiscaux qui ont facilité la gestion de la dette extérieure et la libération de fonds vers d'autres secteurs. Cet important excédent commercial facilite l'accumulation de réserves, mais en même temps génère une pression permanente vers l'appréciation du taux d'échange. Cette tendance, si on la laisse s'exercer librement, comme au Brésil, a pour résultat la décote des produits importés avec des effets dévastateurs sur la production industrielle destinée au marché interne, avec comme conséquence la perte d'emplois.

La structure productive argentine pousse à la hausse le peso quand les prix des matières premières d'exportation sont très élevés, comme en ce moment. Si on ajoute un flux positif de capitaux financiers, encouragés par la grande liquidité internationale et des taux proches de zéro, la tension sur les changes s'aiguise. Dans un scénario d'appréciation du peso, les seuls secteurs productifs capables de survivre seraient ceux qui possèdent un niveau de productivité capable de résister à une concurrence mondiale encouragée par le taux de change défavorable. C'est le cas du secteur agricole pampéen, qui bénéficie de la rente exceptionnelle de la terre, mais aussi de la fraction du patronat qui, pendant les trente ans de désindustrialisation est, pour divers motifs, parvenue à subsister et même à élargir sa production en devenant exportateurs. Ce comportement exportateur a été aidé en grande partie par les avantages multiples octroyés par l'État, comme l'énergie bon marché, les subventions et les régimes spéciaux de protection.

Les économistes du Cenda**expliquent dans leur livre *L'anatomie du nouveau modèle de croissance et l'actuelle croisée des chemins* que « *dans un contexte d'appréciation des changes, la spéculation basée sur l'existence de taux d'intérêt élevés et d'un dollar bon marché reviendra probablement, ce qui permet de faire fructifier les bénéfices obtenus en les virant à l'extérieur, avec comme conséquence spéculation, désindustrialisation et fuite des capitaux. La sortie par l'appréciation [monétaire] compte actuellement ses adhérents, qui la présentent comme un remède pour combattre l'inflation avec l'argument selon lequel les prix tendraient à se stabiliser, encadrés par la concurrence externe* ». Ils remarquent, alors, que pour le même motif les productions domestiques qui ont grandi à l'abri de la protection des taux de changes succomberaient devant la pluie de produits importés, non seulement moins chers à cause de la plus grande productivité d'autres économies, mais en plus à cause de la chute du taux de change. Ces économistes remarquent que « *pour les salariés ce scénario n'impliquerait rien de plus que le retour aux périodes d'appauvrissement progressif et d'expulsion systématique du marché du travail. À son tour, la faiblesse produite par le chômage croissant se chargera de par elle-même de geler ou même de réduire le pouvoir d'achat des salariés* ».

Dans ce document du Cenda on établit qu' « *il semblerait donc, comme c'est arrivé à la sortie de la convertibilité* [1dollar = 1 peso], *que deux programmes économiques opposés existent* ». D'un côté, le schéma du dollar cher, qui comme cela a été montré, doit être complété par des rétentions aux exportations et un contrôle des prix. De l'autre côté, le programme d'appréciation des changes, qui après avoir complètement versé le produit de l'excédent externe au marché interne de devises mène à la surévaluation du peso et, automatiquement, à une stabilisation récessive des prix. Telle est l'alternative dans l'économie, et on connaît déjà le choix du pouvoir économique. Il l'a révélé sans pudeur avec la réaction des cours des actions argentines à Wall Street après la mort de Kirchner.

Página 12 Buenos Aires, 30 octobre 2010
Traduction: Estelle et Carlos Debiasi
El Correo 30 octobre 2010

Ndlr. * Alfredo Zaiat. Licencié en économie de l'Université de Buenos Aires. Chef de la section "Economie" et du supplément économique "Cash" du quotidien *Página/12*. **...**

** **CENDA** - Centre d'Etude pour un Développement Alternatif (organisation chilienne).

Les économistes du CENDA prônent un retour graduel vers un système de répartition garantissant à tous une retraite minimum. Ils font le constat d'une situation inquiétante pour les retraités et les femmes, particulièrement victimes de ce « *système d'économie forcée par lequel les salaires apportent les ressources financières aux entreprises privées* ».

HAITIANS – ABANDONED?

What *hasn't* happened since the earthquake

The terrible earthquake of January 12, 2010 that devastated major portions of the nation of Haiti and caused the deaths of almost 300 thousand people brought a resounding response of sympathy and aid from people all over the world. What has happened since the event to rebuild the infrastructure and housing, replace lost industries and jobs, institute proper building codes and provide needed services?

You are invited to attend a forum -"Haiti since the earthquake". Brought to you by

- Weaving the Fabric of Diversity (WFD) of First Unitarian and
- Federation des Associations du Sud Est (FEDADSE*)

Saturday - November 6, 2010
2:30 p.m.
Chapel of the First Unitarian Church in Brooklyn
Pierrepont Street between Clinton Street and Monroe Place

Speakers and Topics:

- Anthony O'Brien (retired CUNY professor) - The history of Haiti and why it remains the poorest nation in the Western hemisphere
- Jocelyne Mayas (legal professional) - Temporary Protected Status and whether it is helpful for Haitian immigrants
- James White (Ethical Culture leader & Community Activist with St. Mary's Episcopal Church) – The role to date of NGOs (Non-Governmental Organizations) in Haiti
- Acius Jean – Coordinator, FEDADSE – Current conditions in Haiti

Question and discussion period to follow the presentations.

Light refreshments will be served.

*A volunteer, grass-roots Haitian émigré organization created to build infrastructure in Haitian home communities.

Subway: 2, 3 to Clark St or Boro Hall • 4 to Boro Hall • A to High St or Jay St • F to Jay St • M, R to Court St • **Bus:** B25, B26, B41, B52, B67 to Cadman Plaza

For more information please contact Rita Pearl at 646-752-7566, or Jean-Claude Cajou at 718-853-2402

58 morts dans l'attaque d'une église à Bagdad

L'attaque perpétrée par un groupe de la mouvance d'Al-Qaeda au cours d'une messe au coeur de Bagdad, la veille de la Toussaint, a fait 46 morts parmi les fidèles, en majorité des femmes et des enfants. Sept membres des services de sécurité et cinq assaillants ont aussi trouvé la mort lorsque les commandos irakiens ont donné l'assaut pour mettre un terme à la prise d'otages dans la cathédrale syriaque catholique…

Selon le centre américain de surveillance des sites islamistes (SITE), l'Etat islamique d'Irak (ISI), un groupe de la mouvance d'Al-Qaeda, a revendiqué lundi l'attaque en donnant un ultimatum de 48 heures à l'Eglise copte d'Egypte pour libérer des musulmanes "emprisonnées dans des monastères" du pays.

Les chrétiens d'Irak ont été la cible de nombreux actes de violences, dont des meurtres et des enlèvements. Des centaines d'entr' eux ont été tués et plusieurs églises attaquées depuis l'invasion menée par les Américains en 2003 pour renverser Saddam Hussein. « *C'est un immense sentiment de tristesse qui m'envahit (...). C'est inhumain. Même les animaux ne se comportent ainsi entr' eux* », a déclaré l'évêque chaldéen de Bagdad, Shlimoune Wardoun.

La cathédrale Sayidat al-Najat (Notre-Dame du Perpétuel secours) ressemblait à un champ de bataille lundi. Des balles ont criblé le fronton où est inscrit « Gloire à Dieu au ciel et paix sur la terre ». Un bas relief de la Vierge est égratigné par des éclats de balles. Le sol et les murs sont maculés de sang et jonchés de verre brisé, alors que des morceaux de chair sont visibles.

« *Nous n'avons plus notre place ici. Qu'est ce qu'ils veulent de nous? Que leur a-t-on fait? Ils ont tué des innocents qui priaient. Ils veulent nous faire partir, et que fait le gouvernement? Absolument rien* », a affirmé plein de douleur Mgr Kasha. « *Tout le monde va partir. Ils attendent la fin de l'école et partiront* », a-t-il ajouté. Il n'y a plus que 20.000 syriaques catholiques en Irak contre 60.000 avant 2003.


Policiers et enquêteurs devant la cathédrale Sayidat al-Najat après son attaque

« *Comme chaque dimanche, la messe a commencé vers 17 heures. Un quart d'heure plus tard, nous avons entendu des explosions et des bruits d'arme automatique, puis les terroristes ont pénétré par la porte principale dans l'église* », a raconté Bassam Sami Youssef, 21 ans, un rescapé de la tuerie, rencontré près du lieu de l'attentat.

« *Le père Athir a interrompu son sermon, et le père Wassim a tenté de mettre dans une pièce une cinquantaine de fidèles dont moi. Il a ensuite essayé de parlementer avec les assaillants mais ces derniers l'ont immédiatement abattu, ainsi que le père Athir* », a-t-il ajouté.

Selon lui, les attaquants, armés de kalachnikovs, de grenades et vestes d'explosifs, ont immédiatement ouvert le feu. « *C'était la panique. Les terroristes ont jeté une grenade sur sept fidèles qui tentaient de s'échapper* », a-t-il dit.

Le commandement des opérations de Bagdad, cité par la télévision officielle, a annoncé l'arrestation de deux employés de la chaine Bagdadiya qui ont reçu une communication au cours de laquelle les assaillants ont détaillé leurs revendications.

Le pape Benoît XVI a condamné une "*violence absurde*" et "*féroce*", le Conseil oecuménique des Eglises (COE) dénonce "*un acte criminel de terreur*". La Jordanie, les Etats-Unis, la France, l'Egypte, la Russie ont condamné un "acte terroriste", "*particulièrement répréhensible*".

L'Humanité 1 Novembre 2010

Impressionnante manifestation en Argentine en hommage à Nestor Kirchner

La présidente Cristina Fernandez a présidé à la Maison Rose (siège du gouvernement) les funérailles de son époux, l'ex-président Nestor Kirchner, au cours d'une journée placée sous le signe de la profonde reconnaissance qu'inspire le leader justicialiste (péroniste) et d'un soutien renouvelé à présidente, informent diverses agences de presse.

Une foule d'Argentins se pressait dès les premières heures du jour aux alentours de la Maison Rose pour rendre hommage à l'homme qui avait tenu les rênes du pays entre 2003 et 2007.

Dans la chapelle ardente montée dans le salon des Patriotes latino-américains de la résidence de l'Exécutif, le peuple a défilé avec respect devant le cercueil de l'ex-président ; le défilé a été ponctué d'applaudissements et de messages d'encouragements à la présidente (« Cristina, on est avec toi ! ») tandis que d'autres scandaient « Nestor, le peuple t'aime, il est avec toi ! » Cette manifestation a constitué un symbole de l'unité de la nation autour du projet qu'incarnait Kirchner, un leader jouissant d'une énorme popularité. « Nestor vit ! », disait-on à la présidente qui a remercié personnellement les représentants du peuple argentin pour leurs marques de soutien et d'affection en ces moments cruciaux pour la patrie.


L'hommage de Maradona (il est probable que c'est lui qui a déposé le chapelet sur les foulards). Au centre, Cristina. Sur sa droite, Evo Morales, le président bolivien

Un jeune homme est passé devant le cercueil de l'homme qui

Suite à la page (16)

Dilma Rousseff élue présidente du Brésil

Propulsée par la popularité record de Lula, Dilma Rousseff sa dauphine, a été largement élue dimanche première femme présidente du Brésil, un géant de 193 millions d'habitants devenu la huitième économie du monde.

Elle devance de plus de onze points d'avance son rival social-démocrate José Serra au second tour de l'élection présidentielle. Selon un dépouillement portant sur 95% des suffrages, l'ex-numéro deux du gouvernement du président Luiz Inacio Lula da Silva obtient 55,6% des voix et l'ancien gouverneur de Sao Paulo 44,4%.

Ces résultats ont été reçus par des ovations et des cris de joie au siège du comité de campagne de Rousseff, où arrivaient ministres, gouverneurs et dirigeants de la coalition gouvernementale. « *J'arrive avec un sentiment de victoire méritée* », a dit le dirigeant du Parti des Travailleurs (PT, gauche), José Dirceu. Les militants du PT euphoriques, revêtus de chemises rouges et agitant des drapeaux, se massaient devant le siège du comité du parti, dans un hôtel de Brasilia.

La candidate du Parti des Travailleurs (PT-gauche) a bénéficié de l'énorme popularité de Lula et du succès de sa politique qui a apporté la prospérité à ce pays grand comme deux fois l'Union européenne. Dilma Rousseff a suivi les résultats avec le président Lula et devait prononcer une courte allocution avant de célébrer sa victoire sur l'esplanade des ministères, au coeur de la capitale fédérale.

En votant dans la matinée dans sa ville de Porto Alegre (sud), Dilma Rousseff avait déclaré attendre "*avec confiance le résultat du vote*", en raison du large avantage accordé par tous les sondages. José Serra, qui a voté dans son fief de Sao Paulo dont il était gouverneur avant de se lancer pour la deuxième fois dans la course à la présidence, n'avait pas encore réagi à sa défaite.

Lula ne pouvait se représenter après deux mandats successifs et doit transmettre le pouvoir à sa dauphine le 1er janvier. Il n'a rien dévoilé de ses projets d'avenir mais l'opposition le soupçonne de vouloir être l'éminence grise de sa protégée.

Samedi, celle-ci avait assuré que, si elle était élue, elle maintiendrait une relation "intime et forte" avec son mentor Lula.

Ce dernier a toutefois écarté dimanche une participation à un gouvernement Rousseff. « *Il n'y a aucune possibilité qu'un ex-président participe à un gouvernement. Dilma, si elle est élue, devra former un gouvernement qui aura son image* ».


Dilma Rousseff succède à Lula et devient la première femme présidente du Brésil

Dénuée de charisme mais à la réputation de « dame de fer » quand elle était au gouvernement, Dilma Rousseff a combattu la dictature militaire dans les années 70 et a été emprisonnée pendant deux ans (bien deux ans). Cette économiste se présentait pour la première fois à une élection.



La candidate à l'élection présidentielle au Brésil Dilma Rousseff (à droite) et le président sortant Lula

Les deux candidats s'étaient engagés à poursuivre la politique de Lula qui a sorti de la pauvreté 29 millions de Brésiliens avec une économie en plein boum.

L'abstention a marqué le second tour avec 21% des Brésiliens, selon les résultats partiels, qui ne sont pas allés voter, bien que le vote soit obligatoire.

L'Humanité 1 Novembre 2010

The Pitfalls of "Cash for Work"

continued from p(9)

Is Cash-for-Work working?

HGW journalists – in Port-au-Prince and at five community radio stations across the country – interviewed CFW staff, economists and aid workers, and studied documents from NGOs and agencies implementing CFW and FFW programs.

HGW found that most workers were happy to have a CFW job. Journalists also found examples of corruption and mismanagement:

– A work crew was managed by a motorcycle taxi-driver who was the cousin of the "peasant leader," and it had at least one under-age worker. (Perèy)

– In at least two places, workers reported having to pay a "finder's fee" – 500 gourdes and 1,500 gourdes, respectively – in exchange for getting a job. (Perèy and Carrefour-Feuilles)

– Work crews frequently had fewer workers than they were supposed to, were often seen not working and frequently knocked off work early. (Port-au-Prince and other places)

– An incumbent candidate from the ruling Initè political party controlled the hiring of CFW workers for many crews. (Léogane)

But HGW's other findings – related to the effects of CFW – are more disquieting than these examples of corruption. Here are some effects that were perhaps not planned for.

1 – Undermining the concept of "work"

CFW programs are infamously under- and even un-productive. One foreign CFW coordinator called them "*Cash for Standing Around and Doing Nothing.*"

This phenomenon is not unique to Haiti. In the US, even though many WPA programs produced lasting structures and employed hundreds of writers and artists, the WPA also had nicknames like "*We Piddle Around*" and "*Whistle, Piss and Argue gang*" because its road crews were not always productive.

Haitian economists and even some CFW implementers are worried about the long-term effects of CFW programs. "*I worry that we're creating maybe a bad work ethic because I think that you see a lot of cash for work teams all over the city and the country and if you watch, those work teams aren't necessarily working,*" said Deb Ingersoll, CFW Coordinator for American Refugee Committee. "*I worry that we're providing… a visual association of working with not necessarily working hard.*"

Haitian economist Camille Chalmers agreed. "*They know that they are earning money doing something that is not really work,*" he told HGW. "*They are very aware of this. You see it clearly when you see people working on the rubble piles. They pick up one block or rock at a time… it creates a kind of deformation in peoples' heads about what work should be.*"

2 – Undermining government legitimacy and allowing foreign NGOs and agencies to take the government's place

In its six-month report on relief efforts last July , the UN's Inter-Agency Standing Committee already noted that CFW programs, whose workers often wear tee-shirts sporting NGO logos, might be undermining "*government legitimacy.*" In interviews in the capital and the countryside, HGW found a growing disregard for the government (although, to be fair, this disregard predates Jan. 12) along with a growing expectation that people's basic needs and services can and should be met by foreign NGOs rather than the government.

"*Our future lies with NGOs! We can't count on the government. If it were for the government, we would be dead already. Nobody from the state has ever come here,*" said Romel François, a CFW manager at the Terrain Acra camp in the capital, home to 5,000 families. "*We basically don't have a government in this country.*"

"*Whatever program that comes our way, we'll do it,*" said Wilson Pierre, head of the Perèy Peasant Association, currently running a 600-job program for Mercy Corps. "*If its work, and we get paid, we'll do it… I think these jobs should be permanent.*"

These attitudes are "*very concerning,*" Chalmers noted. "*This system of 'humanitarian economy' or 'emergency economy'… is locking the country into a 'humanitarian approach' and a dependency on aid… There is a growing disconnect between what people think they can do as citizens because more and more roles are being played by NGOs and international actors in all domains… It also legitimizes the presence of international actors in all the domains.*"

And that might be a sought-after result, according to Chalmers. "*Look at the Collier report,*" he noted.

Chalmers was referring to *Haiti: From Natural Catastrophe to Economic Security*, written for the UN by British economist Paul Collier in 2009, and which lays out an economic plan the Haitian government and UN agencies appear to have used as the blueprint for post-earthquake Haiti. Collier recommends that NGOs and the private sector provide basic health and education services since "*scaling up public provision is not a viable solution: the problems of the public sector are deep-seated and it is not realistic to expect that they can be addressed quickly.*"

A more recent paper by the RAND Corporation, a frequent US State Department contractee, makes the same recommendation.

As for the sought-after objectives, what did HGW find?

1 - Objective – Relaunch Economy

One stated objective of CFW programs is to get people working for cash, which is then spent on necessities, and thus contributes to "*relaunching*" the economy.

Whose economy?

While HGW cannot determine what role CFW programs have played in getting the economy moving, one thing is certain: sidewalks and streets in the capital are crammed with vendors hawking mostly imported goods. While USAID appears to define this kind of economic activity – selling cast-off shoes and imported underwear – as "*success*"[see USAID's recent brochure "*ACME and USAID/Haiti Celebrate 10 Years of Success in Microfinance*"], not everyone sees it the same way.

"*The main impact of CFW is on the circulation of money,*" Haitian economist Gerald Chéry told HGW. "*Whenever there is a big crisis in an economy… they always look for temporary measures to create work so people can have revenues.*"

However, Chéry noted, whereas giving people revenues creates demand, the question needs to be posed: Demand for what?

"*We need the money to circulate in Haiti, not leave Haiti to go to another country,*" Chéry said. "*The money needs to stay in Haiti so that it will create work. You don't want to pay someone and the person then buys, but another country, not Haiti, benefits.*"

And yet in Haiti today, that is exactly what is happening.

Studies by Oxfam and others indicate that CFW beneficiaries spend about one-half the CFW salaries on food and/or on goods to resell in the street, with the rest spent mostly on rent, school fees, paying off debts and other expenses.

If half of all CFW money is spent on food and goods, the ones getting the boost in this recession-battered world economy are outside of Haitian borders.

Haiti buys more than half of its food overseas, so a great deal of CFW cash is going to Haiti's trading partners, the largest of whom is the US. In 2008, Haiti bought almost US$1 billion in goods from its northern neighbor – US$325 million went for food.

Is the salary sufficient?

Nobody interviewed – by HGW or by the NGOs who have conducted studies – thinks that the 200 gourdes a day is sufficient.

"*It helps out, but not that much,*" said 19-year-old Lorde Jordany, a worker near Maniche in Haiti's south. "*It's just a minimum.*"

In that Catholic Relief Services-run program, after one month workers get a sack of wheat, a sack of beans and vegetable oil. Jordany said he'll sell it all and should get about 3,200 gourdes, or about US$81, in return, meaning that he will have earned about 160 gourdes a day, less than the official daily minimum wage of 200 gourdes.

Economists, human rights advocates and even implementing NGOs agree that 200 gourdes is not sufficient. "*We're finding that people are not really making enough to really meet all of their needs,*" noted Ingersoll.

A 2008 study conducted by the Washington-based Worker Rights Consortium, which took into account caloric needs, rent, schooling, energy, food and other costs of living, determined a living wage for one adult with two minor dependents to be 15,244.48 gourdes per month, or about 548.30 gourdes (about US$13.88) a day.

What happens in the countryside?

One of the problems with earlier FFW programs in Haiti was that agricultural production suffered because peasants left their plots in order work on a crew.

In 2010, HGW discovered the same phenomena, although admittedly in some regions October is a slow period. Nevertheless, few peasants would admit that their presence on the work crew would hurt their agricultural production. Many claimed that they would work the fields after an eight-hour work day in the Caribbean sun, or "*really intensely*" on Saturdays instead.

But one agronomist, Philippe Céloi, who was supervising the six-month Catholic Relief Services FFW program near Maniche, admitted that most of his 468 workers were peasants. The workers – who spend a month on a crew – are building contours on hillsides and doing other watershed management-related tasks.

"*After six months there will be benefits – not only the workers have gotten a salary but also the community benefits,*" Céloi said.

Asked about farmers' fields however, Céloi admitted there was a down-side to the program. "*Yes there are disadvantages also,*" he said. "*For example, these people are not doing the planting they ought to be doing. Right now it's bean season… And they aren't planting potatoes or manioc or sorghum, so when this program ends, there is going to be a problem because people won't be able to find real food to eat… Then, these people will be in a difficult situation.*"

2 - Objective – Employ camp residents and displaced people in the countryside

In the capital, the program camp residents appear to be the main beneficiaries of CFW programs.

In the countryside, however, HGW was unable to find one single displaced person or host family member working a CFW or FFW job. According to community radio journalists in Maniche, Fondwa and Papaye, very few displaced people remain in their rural communities.

Therefore, many of those working outside of the capital are peasants, youth and older people who got the jobs via their church, a local grassroots group, or through their connections to a candidate or another local "leader," who personally handed out work cards. In some places, local officials complained that the program gave them problems by causing "*jealousy*" in the communities.

3 - Objective – Political Stability

Only one CFW document that HGW obtained spells out this political objective – "stability" – in black-and-white, and claims success.

The USAID Office of Transition Initiatives (OTI), which through Jun. 30 had spent over $20 million on CFW programs, via two subcontractors – Chemonics and Development Alternatives Incorporated – had as its primary goals to "*support the Government of Haiti, promote stability, and decrease chances of unrest.*"

In the same document, responding to criticism from the auditor that USAID-funded CFW programs were not removing as much rubble as they could, Robert Jenkins, Acting Director of USAID-Haiti as well as the AID/OTI, wrote this: "*OTI's strategic objective in Haiti was and is to support stabilization in a changing and volatile environment. The initial **means (tactics)** to this end were numbers of workers and rubble removal. The underlying assumptions in this regard were: (1) Workers (particularly young males) were less likely to resort to violence if employed; (2) Infusions of ready cash in the poorest neighborhoods would likely have a salutary effect; (3) Rubble removal, again in the poorest neighborhoods, was highly symbolic because if offered hope of return to some form of normalcy.*"

Jenkins also noted that the programs were "*clearly branded as a Government of Haiti initiative.*" This means that, objectively, in an election year, they supporting the incumbent party and its candidate, Jude Célestin.

Not surprisingly, there have been clashes over CFW in some neighborhoods, including clashes between apparently pro-Célestin CFW workers and supporters of other candidates who said they have been barred from jobs. "*Cash for work is cash for vote!*" one group of demonstrators shouted in late October.

Cash for Work is working…

So in the long run… do the CFW programs in Haiti "*prevent revolution*" and "*save capitalism*"?

Certainly there have not been the kinds of major demonstrations like the ones post-earthquake Mexico witnessed in 1985. Within two weeks of that catastrophe, thousands were marching in the streets to make their demands for decent housing heard.

Perhaps the "stabilization" effect is one reason the Haitian government is asking agencies and NGOs to continue and even augment their programs?

A draft "Operating Manual" of the Haitian government's "Job Creation Program to Improve Food Security" (PCEASA), released in March 2010, doesn't mention that outcome. Instead, it claims the CFW jobs will "*relaunch the economy,*" "*improve food security,*" "*clean up the environment*" and "*relaunch food production.*"

However, as HGW's investigation, the 1997 study and other work has showed, in the long run CFW programs don't contribute to any of those objectives… but history shows they're not a total waste of money either.

***Haiti Grassroots Watch** is a collaboration of Haitian grassroots media organizations with networks of community radio broadcasters from around the country. HGW aims to "watchdog" aid and reconstruction from the point of view of Haiti's majority, while providing historical and political context.*

Email: ayitikaleje@gmail.com
Site: www.ayitikaleje.org

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

On a beau chercher vouloir écarter la jouissance du plaisir que l'on prend dans la contemplation de l'art, à chaque fois elle revient, le soleil à l'horizon. Vouloir enlever la jouissance de la relation de l'homme avec l'art, c'est un peu amputer le second d'un membre important, parce qu'en dehors de la jouissance qu'elle peut procurer, une œuvre d'art est pratiquement banalisée.

Pour la plupart des théoriciens de l'art au cours de ces cinquante dernières années, l'expérience artistique ne relève en général que de la théorie suivant laquelle, passé le stade de la simple contemplation ou de la jouissance – attitudes qui constituant la face objective de cette expérience, peuvent être abandonnées à la psychologie (qui ne s'y intéresse guère), ou que l'on condamnera comme manifestant une conscience faussée par la culture de consommation caractéristique du capitalisme évolué (1).

Le problème de la jouissance esthétique était avant la Première Guerre mondiale un des thèmes majeurs de l'esthétique psychologique et de la théorie de l'art. Avec Moritz Geiger (2), la phénoménologie a tiré les choses au clair, et clos le débat. Depuis plus d'un demi-siècle, l'herméneutique – en la personne de H.G.Gadamer – ne s'intéresse plus à ce problème que pour critiquer la conscience esthétique ; afin de « défendre cette expérience de la vérité que nous faisons à travers l'œuvre d'art contre une théorie esthétique emprisonnée dans les limites étroites du concept scientifique de vérité » (3). Gadamer oppose à la conscience esthétique, auteur du musée imaginaire d'une subjectivité occupée à jouir d'elle-même, le caractère événementiel d'une compréhension esthétique qui se soumet à la tradition.



Nadia Dieudonné

----

1. K. Badt, Kunsttheoretische Versuche (Essai sur la théorie de l'art), Cologne 1968, 103.
2. M. Geiger Beiträge zur Phänomenologie des Ästhetischen Genusses (Contributions à la phénoménologie de la jouissance esthétique), vol. 1, 2è partie, 1913, p 570.
3. Wahrheit und Methode, Grundzüge einer philozophischen Hermeneutik (Vérité et Méthode, Eléments d'une Herméneutique philosophique), Tübingen, 1960, p xv.

Clin d'œil sur l'actualité artistique et littéraire

Le plasticien ***Joseph Eddy Pierre***, qui vit à New York depuis plusieurs années, est actuellement en tournée artistique où il participe à plusieurs expositions. Ses œuvres picturales qui sont déjà connues dans la plupart des réseaux de l'art contemporain sont montrées à l'occasion. Il se retrouve actuellement à Berlin, ensuite il se rendra à Paris le 8 Novembre prochain pour deux semaines avant de revenir à New York en passant par Haïti. À la fin de la tournée, nous tenterons de passer au crible les dernières créations plastiques de cet artiste plutôt prolixe.

• Le présentateur de télévision et de radio ***Josias Pierre*** devient persévérant dans son travail d'animateur, qui consiste à accompagner la musique populaire haïtienne. Cette tâche s'avère un peu plus difficile à un moment où la clientèle, qui se déplaçait dans les soirées dansantes et les sorties nocturnes, se retrouve de plus en plus appauvrie après la catastrophe qui a pratiquement détruit toutes les structures du pays. Sa nouvelle émission *Haïti Ambiance Tropicale* sur Scoop FM 107.7, scoopfmhaiti.com devient en peu de temps l'une des références en matières d'analyse en ce qui a trait aux problèmes confrontés par ce marché encore en gestation.



Josias Pierre en ondes



Joseph Eddy Pierre

• ***Nadia Dieudonné*** est une danseuse haïtienne qui évolue dans le milieu artistique de New York, depuis plus de vingt ans. Elle a débuté dans la danse folklorique avec Myriam Dorismé qui lui a appris les principes régissant cette forme d'expression artistique. Elle a offert ses services comme danseuse à pas mal de groupes : Rara machine, Culture Schock pour sa tournée au Japon, Azor, pour ne citer que ceux-là. Elle a aussi travaillé avec des enfants qu'elle accompagne aux festivités carnavalesques de New York, depuis neuf années.

• ***Suze Raymond*** est une célébrité dans le milieu de la musique évangélique en Haïti. Elle est sans doute l'une des chanteuses évangéliques les plus connues de tout le pays pour avoir gagné un concours de musique organisé par une chaîne de télévision (Tele-Max). Elle vit à New York depuis un certain nombre d'années et elle vient de signer son premier Compact Disque intitulé Priye Pou Haiti. Dans le cadre des efforts entrepris par Haïti Liberté pour promouvoir les valeurs haïtiennes, nous l'avions rencontrée pour vous, le temps d'un bref entretien.

Haïti Liberté ---- Bonjour Suze, dis-nous, tu as débuté dans la musique à quel âge ?

Suze Raymond -- A 12 ans.

Haïti Liberté ---- Parle nous un peu de l'environnement ?

Suze Raymond – Dans le milieu évangélique, j'ai débuté avec le groupe " La voix des élus".

Haïti Liberté ---- Comment peut-on présenter ton parcours ?

Suze Raymond – Ce n'est pas trop compliqué, après la voix des élus, j'ai fait partie d'un groupe de l'église des Frères-Unis de carrefour qui s'appelait Théophiles. J'ai longtemps chanté au niveau des églises, mais c'est au sein du groupe Zetwal que le grand public va commencer par lier connaissance avec moi.

Haïti Liberté ---- Quelle est la place de la musique dans ta vie ?

Suze Raymond -- C'est le souffle divin qui me permet de vivre.

Haïti Liberté ---- Comment parviens-tu à mener une carrière d'artiste parallèlement à ta vie de femme au foyer ?



Suze Raymond

Suze Raymond -- Tout s'enchaîne, tout se mêle. La femme au foyer que je suis complète l'artiste.

Haïti Liberté ---- Dans quel genre de musique te sens-tu plus épanouie ?

Suze Raymond – Dans le Gospel.

Haïti Liberté ---- Dis-nous comment ton CD est accueilli par le public évangélique ?

Suze Raymond – Je peux dire de manière plutôt timide, mais le CD vient tout juste de sortir. Nous venons de prendre les dispositions pour en assurer la promotion.

Haïti Liberté ---- En quoi consistent ces dispositions ?

Suze Raymond -- Nous avons déjà lancé la promotion à travers les églises ici à Boston et au Canada qui m'a très bien accueilli. Bientôt nous allons toucher Miami, New York, les Antilles et Haiti.

Le Cœur Cousu

Le premier roman de Carole Martinez
9 prix littéraires
@ Editions Gallimard 2007

Un extrait



LE BAISER DE LA MORT

Si je me tiens au centre de cette cour, là où le soleil tape le plus fort, là où aucune ombre ne peut se glisser, à cette même place où ma sœur Clara demeurait, immobile, des jours entiers lapant la lumière du jour ; si je m'arrête sur les marques qu'ont laissées ses pieds, j'entends l'écho lointain de toutes les histoires dont Anita a emplies nos êtres pendant quinze ans. Elles suintent des écorchures, des failles des murs, elles ruissellent jusqu'à moi. Elles sont vivantes et me possèdent. Rien n'est advenu que ces récits dans la nuit. Les chaises se disputaient leur place, pour être au premier rang, et les murs eux-mêmes vibraient, s'imaginaient de chair. La pierre s'incarnait pour rêver dans l'ombre à nos côtés, pour être du voyage ; la terre sentait des jambes douloureuses lui pousser et nous suivions la voix d'Anita. Martirio écoutait son histoire à venir, Angela regardait son visage s'abîmer et Clara n'attendait jamais que le début des contes, son sommeil maladif lui volant la moitié de sa vie réelle et les trois quarts de sa vie racontée.

J'ai grandi au milieu des fables, sans chercher jamais à démêler les fils du temps, le réel du rêvé, mon corps de celui de ma mère. J'ai tout avalé et ce que je vomis aujourd'hui sur le papier, c'est le nœud, gros de sang et de mots dont les murs de la cour me renvoient l'écho.

Martirio s'apprêtait à ouvrir à son tour la boite en bois, quand la belle Adélaïde parut pour la dernière fois chez Frasquita Carasco. Les autres enfants veillaient leur mère à l'étage. La porte ne grinça pas et Martirio ne sentit aucune présence dans son dos alors qu'elle soulevait le couvercle. Mais soudain ses doigts laissèrent échapper la boite : les mains chaudes d'Adélaïde, d'une suprême douceur, lui caressaient la nuque, le cou, l'épaule, se glissaient dans son corsage.

« Sais-tu pourquoi Dieu s'est fait pain ? lui souffla la voix de la mort. C'est que je l'ai mordu si fort qu'il a fui toute chair ! »

Ma sœur parvint à se retourner, mais elle ne put résister au sourire parfait de la visiteuse qui l'embrassa et glissa sa langue dans sa bouche.

« Je t'offre mon baiser », murmurèrent ensuite les lèvres rouges en lui mordillant le lobe de l'oreille et un souffle chaud lui traversa le corps de part en part. Ma sœur s'enfonça dans un sommeil épais. Elle ne vit pas la mort emporter sa robe de bal.

Le soir même, dans l'ombre où nous dormions, Martirio nous raconta comment Adélaïde était venue récupérer sa toilette rouge.

« Elle l'a payée au moins ? demanda la plus révoltée d'entre nous.

- Elle m'a offert son baiser ardent et m'a reniflé l'âme, répondit Martirio. Ses lèvres avaient le goût du miel. J'ai peur. J'ai hérité du don terrible de la mort et c'était si agréable d'être ainsi léchée par cette chienne. Désormais, je connais les chemins qui mènent à sa niche. Elle se jette sur le monde comme sur un os et, ce soir, je l'entends hurler autour du lit de notre mère. Il nous faut embrasser Frasquita Carasco pour la dernière fois. »

Taconic Park : un repaire de sculptures vivantes



L'artiste au centre, son épouse Mary (à gauche) et Isabelle B.

Le Sculpteur Américain Roy Hermes Kanwit tient quartier dans le Up State de New York, à une trentaine de minutes de la ville où il a sa résidence, (www.flicker.com/photos/dlanger/sets/72157607065819491/).

Ce grand espace, pareil à un musée en plein air qui accueille tous les jours des dizaines de visiteurs donne à voir des sculptures vivantes de toutes les dimensions, éparpillées en fonction de la superficie des lieux et suivant une logique dont seul l'artiste détient les normes.

L'artiste intervient sur le matériau noble qu'est la pierre avec des ajouts de ciment et d'autres matériaux récupérés çà et là dans la nature. Le choix de son matériau de départ le pousse à expérimenter la taille, l'une des techniques les plus vieilles de l'histoire de la sculpture. La taille dont le principe est de soustraire, à l'aide d'un outil percuté par un marteau ou une massette, des éclats de matières dures pour dégager de sa gangue une forme.

Les Sculpture parfois grandeur plus grand que nature de Roy ont chacune une vie et une personnalité propre à elle-même. Dans l'espace délimité et adapté où elles se frottent entre elles en interaction avec les visiteurs, curieux ou spectateurs aux regards exercés, la nature semble approuver leur droit à l'existence. On ne peut pénétrer en ces lieux et en ressortir sans en ressentir un certain bouillonnement au fond de soi. Au contact de ces êtres de pierre, l'humain est invité à interroger sa propre existence. Cette tête d'homme plongée dans une grande méditation semble compter chaque geste des gens qui lui tournent autour à longueur de journée. Cette femme assise donnée dans une sensualité débordante au sourire contagieux, semble poser pour une circonstance bien déterminée. Ce couple d'amoureux qui se font des câlins en pleine nature, protégé par l'air pur et les clins d'œil curieux des passants est on ne peut plus convaincant.

Roy Hermes choisit de travailler la pierre, un matériau fragile. Il suffit d'un coup de trop pour détruire l'œuvre imaginée. Pourtant sous son marteau, on dirait qu'un accord tacite ait été trouvé entre la trilogie (artiste, marteau, matériau) pour participer ensemble à la création de l'œuvre. Il utilise les deux techniques fondamentales de taille pour sculpturer la pierre ou le bois : la taille directe, sans croquis préalable ni modèle et qui tient compte de la forme originale du bloc pour faire émerger une forme imaginée par la taille avec mises au point, qui recopie fidèlement à partir de mesures exactes. Parfois il mixte les deux techniques pour produire ces sculptures imposantes dont la plupart font plus de quatre à six mètres de hauteur sur trois de largeur et autant de longueur. Ces œuvres à trois dimensions trouvent suffisamment d'espace et de verdure pour s'ouvrir sur autre chose.



couple



Femme assise



L'entrée du musée

On dirait qu'il est parfaitement inutile de faire intervenir des lois, des règles, des principes qui n'ont germé que dans les cerveaux de commentateurs, disséquant une série d'œuvres de vingt siècles après et auxquelles jamais artiste n'a songé une minute. Il est tout à fait inutile d'employer un vocabulaire hérissé de bizarres mots forgés après coup et incompris de presque tout le monde. En art, les choses les plus difficiles s'expliquent avec des mots de concierge, il n'y a ni lois ni mots farouches ; il y a un créateur qui fait une oeuvre.

Prince Guetjens